

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements : 1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F pli fermé : 60 F et 30 F « programme communiste » 1 an, pli ouvert : 40 F 1 an, pli fermé : 60 F

15<sup>e</sup> ANNEE - N° 250  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
24 sept. au 7 oct. 77

## A nouveau l'alternative : guerre ou révolution

A l'époque où la grande affaire de la reconstruction d'une bonne partie de la planète, mais surtout de l'Europe, et le contrôle y compris militaire de la classe ouvrière appelée à reconstruire avec sa sueur, dans le calme et dans l'ordre, ce qu'on lui avait fait détruire avec son sang, permettaient au capital de rouvrir sur une échelle gigantesque le cycle de son accumulation

Selon ce mythe, répandu à la fois par les bourgeois et les opportunistes, les différences entre les Etats et entre les puissances seraient destinées, sinon à disparaître, du moins à s'atténuer peu à peu ; sans s'évanouir totalement, les conflits ne se transformeraient pas en antagonismes violents. Dans la légende du marché auquel tous accèdent dans des conditions plus ou moins égales, le petit ne cesse pas d'être petit, mais trouve sa place légitime auprès du grand, et à la longue, sinon dans l'immédiat, les déséquilibres se compensent dans une juste et bénéfique moyenne : de même la « communauté des nations » serait destinée à évoluer dans le sens d'une harmonie progressive, et dans ce cadre, la division en blocs, par ailleurs non rigides, reproduirait sur un autre plan la division internationale du travail, elle aussi bénéfique et providentielle.

Aux frictions de la guerre froide avait succédé la détente : le condominium russo-américain sanctionné à Yalta et à Potsdam confirmait bien le principe selon lequel, s'il est vrai que tous les Etats sont égaux, certains (deux pratiquement) sont plus égaux que les autres ; mais sous leur protection, ces autres Etats retrouvaient peu à peu de la vigueur, d'autres naissaient à la périphérie

du « monde civilisé » sans que l'ordre mondial en soit gravement bouleversé. Et si des guerres éclataient — et il y en a eu, en trente ans ! — elles restaient localisées à la périphérie du monde « qui compte », et surtout, elles ne se fondaient pas dans un unique incendie des peuples anciennement colonisés contre l'impérialisme, incendie que les deux partenaires, le russe et l'américain, étaient également intéressés à éviter et qu'ils s'évertuaient, chacun dans sa sphère d'influence, indépendante et souveraine, à éteindre par les moyens techniques et les ressources politiques, financières ou militaires les plus efficaces.

Bien qu'aucun traité de paix formel n'ait conclu le deuxième carnage impérialiste, la planète vivait (croyait vivre et progresser) dans le cadre d'une entente analogue au Traité de Vienne et à la Sainte-Alliance d'il y a un siècle et demi : ce n'est pas un hasard si Kissinger passait pour un second Metternich, et si sa « stratégie des petits pas » était destinée à colmater les brèches ouvertes dans l'édifice statique d'une paix de fait, jamais à en perturber l'équilibre.

La réalité profonde était que derrière la voile de la prospérité croissante mûrissaient les causes irrépressibles de son effondre-

ment : les « équilibres » de l'expansion économique et du commerce pacifique ont volé en éclats ; les équilibres politiques et diplomatiques entre les Etats ont commencé à s'altérer — et tout prouve qu'ils tendent de plus en plus à se rompre — alors que le spectre d'une crise sociale se fait de plus en plus menaçant. On assiste ainsi à des réalignements confus de forces, qui préparent eux-mêmes à de violents séismes. On assiste surtout à un déplacement graduel de leur épice (qui suit d'ailleurs la courbe de la crise économique) de la périphérie au

### DANS CE NUMERO

- Communisme et nationalisations, p. 7
- Terrorisme en Allemagne, p. 1 et 6
- Dans les cinq continents, p. 3 : Chine, Maghreb, Italie
- Syndicats, luttes ouvrières, interventions, p. 4 et 5 : chômage, rentrée ; Montefibre, vacataires, soldats

ment : les « équilibres » de l'expansion économique et du commerce pacifique ont volé en éclats ; les équilibres politiques et diplomatiques entre les Etats ont commencé à s'altérer — et tout prouve qu'ils tendent de plus en plus à se rompre — alors que le spectre d'une crise sociale se fait de plus en plus menaçant. On assiste ainsi à des réalignements confus de forces, qui préparent eux-mêmes à de violents séismes. On assiste surtout à un déplacement graduel de leur épice (qui suit d'ailleurs la courbe de la crise économique) de la périphérie au

(Suite page 2.)

## Dans l'Union de la Gauche L'art de la querelle

Il faut avoir l'aveuglement du suivisme spontaniste pour prétendre, comme le fait l'OCT dans son numéro du 8 septembre, que les disputes de l'Union de la Gauche font « courir les plus graves dangers au mouvement ouvrier et populaire ». En réalité, ce qui représente le pire danger pour le mouvement ouvrier, c'est le fait que la bourgeoisie peut se donner une opposition démocratique, c'est le fait qu'elle peut se payer le luxe d'un opportunisme capable de dévoyer la lutte prolétarienne de l'issue révolutionnaire pour la faire coexister avec l'Etat capitaliste, et, pour l'heure, de retarder, par toute une mise en scène oppositionnelle, la cristallisation d'avant-gardes prolétariennes, ne serait-ce que sur le terrain de la lutte de défense quotidienne.

Le coup de théâtre de Robert Fabre fait donc partie d'un jeu qui, en même temps qu'il distrait le parterre, remplit, comme tout théâtre, une fonction éducative, tandis que, pour nous, il révèle mieux les ressorts du mécanisme politique. Que démontre en effet cette rupture brutale suivie d'une réconciliation encore plus rapide sinon que, sur les principes, sur les points fondamentaux, tout le monde est absolument d'accord ?

Le point central de la querelle étalée sur la presse et sur les ondes a symboliquement porté sur une petite phrase du programme commun, proposée en 1972 par le PS (et non par le PC) et évidemment acceptée également par les radicaux ; selon cette clause, les travailleurs d'une entreprise pourraient demander au gouvernement de nationaliser leur entreprise. Mais où est donc le risque, puisque le gouvernement devrait présenter cette proposition au Parlement, où non seulement l'opposition de demain, mais également la majorité de la majorité (socialistes et radicaux) seraient absolument opposés à l'extension du secteur nationalisé ? Comme le dit Marchais, « cette phrase est anodine », ou encore : « Il n'y a aucun risque de voir le secteur nationalisé s'étendre sans contrôle gouvernemental et parlementaire » (face à face Fabre-Marchais sur TFI le 15/9). Mais Fabre sait bien tout cela. C'est que la question n'est pas là. Le problème est que l'arrivée de la gauche au pouvoir risque d'entraîner des illusions qui se manifestent

(Suite page 2.)

## L'accord programmatique en Italie : chef d'œuvre du pluralisme

L'accord programmatique signé par le P.C. italien avec cinq autres partis de l'éventail politique officiel, y compris la Démocratie chrétienne, ne confirme pas seulement le rôle de « parti ouvrier bourgeois » qui est celui du P.C.I. ; il éclaire aussi un autre aspect essentiel de la démocratie moderne, à savoir

(Suite page 3.)

## En Allemagne, « union sacrée » contre le terrorisme

« Tant que la main-d'œuvre humaine, et par conséquent la vie, est un article de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe du « caractère sacré de la vie humaine » n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug. »

(Trotsky,

Terrorisme et communisme, IV)

Depuis l'enlèvement de Schleyer, patron des patrons, administrateur de Daimler-Benz, ancien officier SS, et conseiller du très socialiste chancelier Brandt, la meute des chiens de garde du capital n'a cessé de hurler à la mort.

Lundi 5, le chef de l'Etat allemand s'adressait, à la télé, à tous les citoyens, en les exhortant à collaborer avec les forces de police dans la chasse aux « tueurs » : « La sanglante provocation de Cologne est dirigée contre nous tous [...]. L'Etat doit répondre avec toute la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme [...]. Le terrorisme n'a aucune chance, car contre lui il n'y a pas que l'Etat, mais le peuple entier. »

Et tandis qu'un « état-major de crise » rassemblant les plus hautes personnalités de la politique, de la magistrature et de l'industrie était convoqué d'urgence, le chœur des idéologues stipendiés de la classe dominante se joignait à la voix de son chef. Unanimes, les journalistes libéraux comme ceux du groupe Springer, les intellectuel social-démocrates comme les apologistes du nazisme, les théologiens, prix Nobel et humanistes de tout poil : A mort les gangsters, les criminels de droit commun !

Au premier rang, les plus démocrates, comme un seul homme derrière le président de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt : « Les terroristes sont des meurtriers assimilables à ceux qui ont détruit la république de Weimar. » A mort les fascistes rouges ! Qu'on les isole ! Qu'on dénonce leurs sympathisants « lâches et criminels » ! Qu'on relève tous les avocats de confiance des prisonniers, qu'on les remplace par des défenseurs d'office !

Et l'Opinion, cette idole des démocrates, écho docile de la classe dominante : Assez de faiblesse ! Qu'on les tue un à un ! Rétablissez la peine de mort !

Dans le miroir de l'Allemagne social-démocrate, « modèle des régimes parlementaires », la démocratie issue de la deuxième guerre — la « croisade antinazie » — se révèle dans toute sa hideur d'héritière et de continuatrice du fascisme, cent fois plus violente encore, car le terrorisme direct de l'Etat bourgeois (devant lequel aucune démocratie n'a jamais reculé) s'y double d'un terrorisme idéologique cent fois plus insidieux. D'un côté, les tribunaux-bunker, les tanks dans la rue, le fantasmagorique renforcement de la police, la torture et l'« isolement sensoriel » des prisonniers politiques, les persécutions contre leurs avocats, les interdictions professionnelles. De l'autre, les sondages, l'appel « plébiscitaire » (Le Figaro dit) de Schmidt à la « collaboration » de tous les citoyens : la répression ramifiée, décentralisée, appuyée sur la « démocratie directe ».

Quant à la bourgeoisie française et à sa presse, si ses réactions se sont nuancées d'étonnement hypocrite face au prétendu « mal allemand », ses prises de position de fond ont été les mêmes

(Suite page 6.)

### REVUE THEORIQUE N° 74 (septembre 1977) programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
- Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?  
92 pages - 8 F

# A nouveau l'alternative : guerre ou révolution

(Suite de la page 1)

cœur du monde capitaliste, l'Europe, ou mieux l'Euramérique, — et donc à la remise en cause du système de poids et contrepoids sur lequel reposaient la coexistence pacifique, le développement des échanges « égaux » et « mutuellement avantageux », la reconnaissance de la souveraineté des deux super-grands dans leurs « empires » respectifs, et l'équilibre de la terreur. La stratégie fondamentalement statique des petits pas a rapidement perdu sa raison d'être : l'heure est aux **grands** pas dynamiques sur une voie qui mène — à terme, sans doute — à l'**affrontement**. Disons-le tout net : ce qui est en train de mûrir, ce sont les conditions de la seule véritable solution capitaliste à la crise, la guerre générale.

★

Comme d'habitude, ce qui saute tout de suite aux yeux ce n'est pas le noyau central de la réalité, mais son **enveloppe extérieure**. C'est la compétition entre les différentes puissances qui se disputent des tranches de marché ou qui cherchent à s'arracher mutuellement des réserves de matières premières en Afrique ou au Moyen-Orient. Ce sont les vellétés tant de l'Europe dans son ensemble que des principaux Etats européens (dans des proportions différentes en fonction de leur poids économique et financier) de « ne compter que sur eux-mêmes ». Ce sont les conflits qui renaissent continuellement entre pays « en voie de développement » écrasés par le poids énorme de ce développement forcé, et oscillant toujours plus entre les différentes puissances impérialistes, à la fois détestées et courtisées, dont on ne voudrait pas chez soi, et pourtant indispensables pour la fourniture d'armes et de capitaux. C'est l'apparition de la Chine en tant que grande puissance émergente des cendres des mille illusions « socialistes » répandues parmi ses prolétaires et ses paysans. C'est l'incendie jamais éteint du Proche-Orient.

Tout ceci est tragiquement vrai, comme il est vrai que dans chaque pays pris dans la spirale de la crise, la concurrence entre unités de production se développe avec des méthodes qui ne sont plus celles de la simple « compétition », mais celles de la guerre ouverte, ce qui vaut aussi pour la concurrence entre pays, qu'ils soient « alliés » ou non. Mais de même que derrière ces crises **périphériques** domine la crise **mondiale**, de même derrière ce paysage toujours plus éclairé de leurs d'incendie (pauvre

paix démocratique, sublime récompense de la guerre « antifasciste », qu'es-tu devenue !) couve une lutte à couteaux tirés, une lutte politique et militaire, non plus locale mais **nécessairement planétaire**, ayant pour protagonistes les Russes et les Américains et pour théâtre principal l'Europe. Il ne faut pas se laisser abuser par les vellétés cycliques d'indépendance de tel ou tel pays capitaliste avancé, ou de telle ou telle force politique intérieure : plus que jamais, en dépit des apparences, ce sont les Etats-Unis qui mènent le jeu. Même s'il n'est pas un de leurs concurrents actuels ou potentiels qui en supporte le joug sans irritation, tous subissent, plus ou moins, sa loi, qui n'est autre que celle du dollar.

Ainsi l'Allemagne et le Japon savent-ils qu'ils sont **nécessairement** non pas deux locomotives aux côtés d'une troisième, mais les deux moteurs **supplémentaires** et **auxiliaires** d'une seule locomotive, les USA : ils renâclent chaque fois que ceux-ci exigent d'eux le service **dû** aux conditions **dûes**, mais à la fin ils se soumettent, conscients qu'ils sont de ne pas avoir d'autre choix. De même, sur un autre plan, l'héritage vellétierement chauvin du gaullisme peut bien être repris par le PCF, mais le cours de celui-ci mène de façon irréversible à Wall-Street, tout autant, même si c'est sous d'autres formes, que celui de Giscard ou de Mitterrand. Pareillement — sans même avoir ce bout de drapeau à agiter — le navire de Berlinguer ou de Carrillo, dans la mesure où il sert les intérêts nationaux italiens ou espagnols, dirige sa proue vers le même port qu'Andreotti ou Suarez, c'est-à-dire Washington.

L'eurocommunisme d'une part, les rappels à l'ordre de Moscou, désespérés autant que vains et contradictoires, d'autre part ; la poussée des pays de l'Europe de l'Est qui cherchent à déplacer vers l'Ouest l'axe de leur recherche de capitaux et de leurs échanges commerciaux à un pôle, les coups de freins inquiets du Kremlin à l'autre pôle ; les oscillations du tiers-monde et les brusques renversements de fronts des pays islamiques dans la quête anxieuse de fournisseurs d'aides ; les parties de ping-pong alternant avec des défenestrations de héros et des réhabilitations de réprouvés en Chine, les va-et-vient en tous sens de grands commis à la recherche de nouveaux pions, volontaires ou réticents, pour leur propre jeu : ce ne sont que des aspects changeants et locaux d'une polarisation **constante** et **générale** de forces non seulement économiques, mais politiques

et militaires, sur le fond d'un conflit qui mûrit progressivement et dans lequel c'est le cœur de l'impérialisme, l'Amérique, qui conduit aujourd'hui l'offensive, tandis que l'URSS, militairement forte mais relativement faible sur le plan économique, la subit, puissance non pas centralisatrice mais tendanciellement encerclée.

★

Il s'agit bien entendu non d'un fait acquis, mais d'un **processus** qui n'a rien de linéaire, et dont le déroulement n'exclut pas que s'ouvrent des failles là où, **dans l'état actuel des choses**, semble subsister un front compact. Mais son développement (comme nous l'avions prévu il y a trente ans, en pleine orgie mondiale de démocratie, de paix et de début de boom économique) se reflète, en attendant, dans la course accélérée aux armements — de préférence, et ce n'est pas un hasard, conventionnels — dans l'expansion vertigineuse de l'industrie et du commerce des armes, dans l'hypertrophie croissante des appareils d'Etat et de leurs dispositifs policiers, bref dans l'osmose entre démocratie et fascisme — ce que nous appelons la « démocratie blindée » — qu'alimentent d'autre part, chaque jour davantage le cauchemar des tensions sociales provoquées par la crise et même la thérapie inquiète adoptée partout pour en sortir, avec la complicité dans tous les cas de l'opportunisme, **instrument nécessaire** de ce processus.

« Ne nous obligez pas à devenir un Etat policier » a imploré cette bonne âme de Willy Brandt après le dernier attentat de la Fraction Armée Rouge, avalisant ainsi la thèse archi-mensongère selon laquelle l'agneau de la démocratie serait obligé de se transformer en loup du fait des explosions de terrorisme individuel, **contre** sa nature et la mort dans l'âme. La vérité, Messieurs les apôtres et les défenseurs de l'ordre établi, est que l'Etat ultra-démocratique et policier (ou, ce qui est la même chose, l'Etat « de droit ») n'a pas eu besoin pour naître qu'une « bande » lui force la main. Au contraire, le terrorisme individuel et l'idéologie du « geste exemplaire » qui le sous-tend, sont la réaction désespérée à l'omniprésence obsédante, tentaculaire, martelante, de l'Etat-gendarme (comme à tous les phénomènes pathologiques d'une société en décomposition dont le « nouveau Leviathan » n'est qu'une des manifestations). Cet Etat-gendarme est si peu particulier à tel ou tel pays et à telle ou

telle époque, qu'il est né après que les grands vainqueurs ultra-démocratiques de la seconde guerre mondiale eurent soumis à l'occupation (ou à la présence) permanente d'armées remplissant des tâches ouvertes de **police** les points chauds de leurs lignes de contact. Et ses rigueurs ne sont que le prolongement des techniques de répression des « contestataires » sorties des laboratoires expérimentaux de Sing-Cing ou d'Alcatraz, à l'Ouest, et de Lubianka, à l'Est, et léguées aux pays « libérés » autant qu'aux « libérateurs » de deuxième rang.

Et l'ironie tragique — mais c'est loin d'être une nouveauté dans l'histoire (l'Amérique a déjà fait le coup deux fois) — c'est que les premiers signes de la croisade « libératrice » dont les accents hypocrites accompagnent la préparation matérielle de l'affrontement armé, voient le drapeau de la liberté, des droits de l'homme, du pluralisme, de l'anti-dictature, planté sur les tours du **pénitencier international** bâti par le capitalisme en conclusion d'un massacre « rédempteur » jusqu'ici inégalé par son étendue et sa férocité, **le plus grand pénitencier jamais bâti durant sa sinistre existence**, les Etats-Unis.

C'est pourquoi, dans le drame du chômage et du sous-emploi, du salaire réduit au minimum, du despotisme de fabrique poussé au paroxysme, les prolétaires doivent apprendre à voir avec un regard non obscurci par les fumées de la démagogie, l'autre face — et qui n'est même pas la face la plus brutale — d'un cours historique orienté non seulement vers l'imposition de sacrifices encore plus lourds dans leurs conditions de vie et de travail, mais vers un nouvel appel à verser leur sang — « pour leur bien », naturellement, de même que c'est « pour leur bien » que l'on demande aux exploités de se laisser exploiter **encore plus** dans les usines et dans les champs. Les prolétaires doivent reconnaître que, aussi bien contre l'une que contre l'autre de ces deux perspectives, ils n'ont en main qu'une **seule** arme, mais une arme imbattable, et qui va à l'encontre de **toute croisade** pour la liberté, l'indépendance nationale, la civilisation qu'il faudrait défendre de pair avec les frontières nationales. Cette arme, c'est la **lutte intransigeante de classe**, la solidarité entre tous les exploités par-dessus toutes les frontières d'entreprises et d'Etats, le défaitisme révolutionnaire vis-à-vis de l'économie nationale en temps de paix, de la patrie en temps de guerre, la violence de classe organisée et, demain, la dictature rouge.

## Le P. C. au secours du militarisme

Dans un article du 9 septembre, au titre évocateur, « L'armée dans le peuple », l'Humanité nous vante par le détail les mérites et les exploits de l'armée française au cours des récentes manœuvres « Demeter » en terrain libre, en Eure-et-Loir.

Une fois encore, le PCF se fait le chantre du militarisme français et le défenseur inégalable de l'armée bourgeoise en nous assénant un chapelet abject de tirades cocardières : et ces messieurs de s'extasier sur le nombre de soldats et de chars, et de citer avec déférence le numéro des régiments, etc.

Et de l'interview dans l'Humanité des officiers supérieurs à la participation active des élus communistes d'Eure-et-Loir, le PC n'aura pas ménagé ses efforts pour que population et contingent fraternisent dans ce bain de ferveur militariste. Vive donc le consensus général « entre l'armée et la nation » ! Voilà le clou que le PC se charge d'enfoncer, à l'occasion de ces manœuvres « exemplaires », dans le cerveau récalcitrant du prolétaire promis à la boucherie impérialiste, à la répression sauvage de toute tentative de lutte contre le capital ou encore brisé et abêti par la féroce discipline que lui impose la hiérarchie militaire quand il est sous les drapeaux. Mais qu'importent enfin ces brimades incessantes, qu'importe l'oppression bestiale que subissent les appelés du contingent, puisque les officiers supérieurs du P.C. opérationnel des manœuvres « Demeter » assurent que dans ce genre d'exercice : « le moral des hommes du rang est bon » ? ; puisque pas un des soldats interrogés par l'Humanité ne semble s'élever contre les rigueurs de la discipline et trouve même un idéal en allant crapahuter sous l'œil affectueux des populations.

De tels alliés de l'armée bourgeoise sont précieux. N'arrivent-ils pas en même temps

à concilier leur critique humaniste et pacifiste de l'aide militaire apportée par la France à l'Afrique du Sud et la critique de l'insuffisance de l'effort militaire national comme le fait l'Humanité du 6/7 qui se plaint de la livraison d'un navire neuf alors que la marine nationale en manque ?

Pour ces « représentants » du prolétariat, l'armée manque de crédit ! Et ce, alors même que le présent budget est en augmentation de 18 % sur le précédent, un record ! Il y a mieux, ce sont les bourgeois eux-mêmes qui leur reprochent leur manque de réalisme en matière de dépenses militaires : c'est ainsi que le général Buis, tout en félicitant Jean Marane pour son livre, L'Armée de la France démocratique, pour sa manière de considérer les questions militaires non seulement en citoyen mais aussi en « spécialiste », lui reproche pourtant que « le bât blesse du côté du financement d'une grande ambition ».

Une fois encore, les stalinien font la preuve de leur totale trahison des intérêts, même les plus immédiats, des prolétaires sous l'uniforme. On ne peut prétendre concilier à la fois les intérêts de la bourgeoisie française dans la compétition impérialiste, les impératifs d'une défense nationale et d'un militarisme toujours plus poussé et agressif, et la défense des intérêts de classe du prolétariat. Les prolétaires soucieux de lutter contre les menées impérialistes de la bourgeoisie française et contre les exactions et la répression féroce que subissent leurs camarades sous l'uniforme de la part de la hiérarchie militaire, ne peuvent que cracher au visage des traîtres stalinien en reprenant les vieux principes de la lutte révolutionnaire : **prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! à bas le militarisme bourgeois et ses larbins ! solidarité de classe avec la lutte des prolétaires sous l'uniforme !**

## L'art de la querelle

(Suite de la page 1)

par des pressions intempestives sur l'Etat, pressions auxquelles ce dernier ne pourrait répondre sans mettre en danger l'économie nationale. Or la bourgeoisie a besoin que la gauche lui donne des garanties qu'elle sera capable de faire face à d'éventuels mouvements sociaux. Comme le dit Fabre à Marchais : « A partir du moment où l'on s'engage dans l'escalade de nationalisations supplémentaires, l'opinion imagine que le gouvernement de gauche pourra être soumis aux pressions des masses ». Vous vous rendez compte : un gouvernement soumis aux pressions des masses ?

Le point délicat est justement là ; car l'illusion réformiste que le PC a pour fonction d'inculquer au prolétariat, c'est que le gouvernement de gauche pourrait précisément aller dans le sens des aspirations de la classe ouvrière parce qu'il pourrait être sensible à sa pression. Ceci pour la propagande. Dans la pratique, c'est cet autre thème également inculqué qui servira : pour avoir un gouvernement de gauche, il faut aussi des socialistes, et des radicaux, et des gaullistes, etc. Si bien que l'unité doit être préservée à tout prix.

C'est la raison pour laquelle le PC avance d'un côté des propositions qui le distinguent des autres partis de la coalition accusés de pratiquer, hors de sa pression, une politique de collaboration des classes : c'est le langage à destination des ouvriers ; tandis qu'il affirme de l'autre côté que « toutes ses propositions sont négociables » (déclaration du BP du 16/9), c'est-à-dire que, de toute façon, ce ne sont que des propositions destinées à garder son contrôle sur les masses mais qui, en l'occurrence, devront être triées selon des critères gouvernementaux : c'est le langage de la vérité, mais il est destiné aux bourgeois.

Si la querelle confirme donc le rôle spécifique du PC dans la coalition de la gauche, elle a également révélé celui du parti radical : ce dernier n'est pas indispensable à la formation d'un gouvernement de gauche, car il n'apporte aucun appui bourgeois que le PS ne possède déjà mais il est en revanche utile pour retarder s'il le faut et, de toute façon, pour terminer une expérience de gauche ; il peut servir d'alibi parlementaire du retour du PC dans l'opposition quand il aura épuisé son rôle au gouvernement. Pour sa part, le PS est confirmé dans l'épisode comme le véritable arbitre de la gauche, comme le véritable parti de gouvernement.

L'esclandre de Robert Fabre remplit donc sa double fonction de renforcement des possibilités d'une expérience de gauche, en donnant à la bourgeoisie la garantie que la gauche cessera de gouverner quand elle le voudra et en renforçant dans les couches ouvrières et petites bourgeoises qui suivent la gauche le désir d'ordre par le chantage à l'unité, puissant outil donné pour l'instant au PC pour calmer et paralyser la lutte prolétarienne.

Faut-il donc comme le fait la LCR, en parfaite communion avec l'idéologie du PSU, demander « la constitution de comités unitaires ouverts à tous les travailleurs qui veulent discuter de ce que devrait être le programme d'un gouvernement du PC et du PS, s'ils voulaient non pas gérer la crise et en finir avec l'exploitation capitaliste » (Rouge du 14/9) ? On ne peut mieux faire pour essayer de voiler la fonction antiprolétarienne et, au fond, contre-révolutionnaire de ces partis, et pour leur tendre la perche en leur procurant, si de tels comités voyaient le jour, une nouvelle courroie de transmission dans le prolétariat.

# La Chine, amie des ennemis de ses ennemis

Le XI<sup>e</sup> Congrès (11-18 août) du PCC a ratifié les tendances dominantes au sein du parti et de l'Etat, tendances qui se sont renforcées dans la lutte contre « la bande des quatre », et dont la « ligne politique » peut être résumée en trois points principaux. Premièrement, priorité aux réalisations économiques et à l'efficacité industrielle, et liquidation de quelques mauvaises habitudes héritées de la « révolution culturelle » dont les « quatre » étaient les partisans déclarés. Deuxièmement, l'ordre et la discipline, conséquence inévitable du premier point. Troisièmement, un plus grand effort — ce qui n'est aussi qu'une conséquence de ce qui précède — dans le domaine militaire, en particulier en équipant l'armée de matériel moderne et nucléaire, ce qui liquide donc le mythe maoïste de la force du nombre contre la force de la technique capitaliste.

L'écrasante victoire de la tendance actuelle et des tendances qui se sont alliées contre les résidus de la révolution culturelle s'est exprimée par le renouvellement massif du comité central, où plus de 40 % des membres ont été remplacés.

De toute évidence donc, la révolution culturelle est finie. La presse bourgeoise n'a pas perdu cette occasion d'exhumer les lois sacrées de l'histoire selon lesquelles aucune révolution ne pourrait se perpétuer *ad eternam*. Bien sûr, les comparaisons avec l'avènement du stalinisme en Russie n'ont pas manqué, comparaisons où le rôle de Staline revient à Hua Kuo-feng, tandis que Trotsky se voit habillé du jupon de madame Mao, née Chiang-Ching.

Ainsi, Staline et Hua Kuo-feng réparaient les excès de Lénine et de Mao, qui étaient allés trop loin ; ils seraient donc obligés de s'attaquer peu à peu aux objectifs volontaristes de ces derniers, bien qu'en utilisant, pour les besoins de la propagande, toute la gloire de leur nom, ou mieux en le transformant en symbole sacré.

Il va de soi que la comparaison entre Lénine et Mao doit être nettement repoussée, comme nous avons eu plusieurs fois l'occasion de le montrer. Toutefois, s'il y a une analogie, c'est parce que ces deux périodes historiques sont issues d'une révolution, même si l'une était prolétarienne et l'autre nationale-bourgeoise ; et toute révolution a comme caractéristique fondamentale de balayer les rapports de production antérieurs et toute la structure sociale qui leur correspond. Dans une révolution bourgeoise, même la plus radicale, cela ne peut pas signifier l'élimination des antagonismes de classe, mais le remplacement des antagonismes entre les classes dominantes de l'ancien régime et la bourgeoisie par l'antagonisme entre cette dernière et le prolétariat — ce qui impose une vision « idéologique », c'est-à-dire une mystification des rapports réels de classe. Les choses se sont passées ainsi dans la France issue de la « grande révolution », qui a connu de formidables bouleversements de « reconsolidation » après la profonde révolution de 1789-1793, au cours d'une lutte qui voyait de nouveau sur le champ de bataille ceux qui voulaient appliquer « véritablement » les principes de la révolution et ceux qui avaient une conception plus « réaliste » des impératifs économiques, politiques et sociaux imposés par la domination du capitalisme. Il en alla de même dans la Chine de Mao, qui se débat dans les convulsions d'une révolution qui rappelle la révolution française par la présence massive de couches paysannes, capables d'influer de façon importante, sinon déterminante, sur la politique de la bourgeoisie qui détient le pouvoir (ou, si on veut, du capital industriel et commercial). L'analogie avec la période immédiatement post-révolutionnaire russe n'est que superficielle, à cause de cette différence évidente que, avant Staline, aucun communiste n'a jamais soutenu qu'il construisait « sa » société socialiste, mais qu'on amenait la société vers un capitalisme, si possible d'Etat, contrôlé par le prolétariat russe. Dans ce cadre, la prio-

rité de la politique par rapport à l'économie (slogan de la « révolution culturelle » et de la « bande des quatre ») avait le double sens, qu'en Chine elle n'a pas et ne peut pas avoir, de préparation et d'organisation de la révolution internationale et de maintien de la priorité du parti international par rapport à l'Etat national et à ses intérêts.

Le fait que les choses soient et aient été bien différentes en Chine est démontré non seulement par la politique économique interne — où des rapports de capitalisme d'Etat, de petite exploitation agricole et d'artisanat microscopique sont affublés de l'étiquette socialiste — mais surtout par la politique extérieure.

\*\*\*

La visite de Cyrus Vance à Pékin a été commentée généralement comme un échec de fait, parce qu'elle s'est enlisée sur la question de Taïwan. Mais cette visite a confirmé indéniablement une chose, à savoir l'interdépendance des intérêts USA-Chine en fonction des rapports de force internationaux. La politique américaine a surtout pour préoccupation d'éviter un rapprochement de la Chine et de l'URSS, et en ce sens elle n'a pas changé depuis Kissinger (1). Cette politique était déjà engagée quand la précédente administration de la Maison Blanche ne s'est pas opposée à la fourniture de moteurs à réaction Rolls Royce destinés aux Mig que possèdent les Chinois.

Dans le jeu toujours plus complexe de ces rapports s'insère aussi le Japon. D'où les craintes chinoises que Tokyo ne se rapproche trop de Moscou, et ce n'est pas là une des moindres raisons pour lesquelles la question de la restitution de Taïwan reste en suspens par peur qu'elle ne contribue à modifier l'échiquier asia-

(Suite page 8.)

## NOTES INTERNATIONALES

### ● Nouvelle-Calédonie

Les élections du 11 septembre pour le renouvellement des 36 conseillers à l'Assemblée Territoriale de Nouvelle-Calédonie ont révélé une nette progression des Indépendantistes : 12 sièges contre 1 à la précédente Assemblée, plus du double des voix des autonomistes. Les Kanaks ont voté en masse pour l'indépendance.

Saluons cette progression comme l'expression du mouvement social anti-impérialiste qui mûrit dans ce Territoire d'Outre-Mer, colonie de l'impérialisme français depuis 1853, et dont la dernière explosion a été l'occupation de terres confisquées par les colons et l'administration impérialiste française par les paysans pauvres kanaks.

Pour que ce mouvement révolutionnaire puisse se développer de la façon la plus radicale, les prolétaires de la métropole devraient lui donner tout leur soutien en affaiblissant ici l'impérialisme, c'est-à-dire en dénonçant l'oppression exercée par l'Etat impérialiste français, en luttant pour son retrait immédiat, en exigeant l'indépendance immédiate et sans conditions pour les masses opprimées de Nouvelle-Calédonie, en s'opposant à toute répression contre leurs luttes.

Mais pour cela, il faut lutter aussi contre les partis de gauche qui couvrent l'oppression impérialiste aux couleurs démocratiques et ne conçoivent l'autodétermination des TOM-DOM que « dans le cadre des institutions de la République ».

### ● Sud-Liban

Plus d'un an après l'instauration de la paix syrienne au Liban et le ratissage systématique du pays ainsi que la soumission de facto des organisations officielles de la résistance au nouvel ordre, la guerre continue au Sud-Liban où ont pu être canalisés les détachements d'irréductibles, pour la gloire.

Mais là, ce n'est pas Damas qui maintient l'ordre, ou s'attache à le rétablir. Ce sont les troupes chrétiennes libanaises ainsi que l'armée israélienne qui bombarde copieusement le pays. Alors, puisque Damas n'y sert à rien, pourquoi trouverait-elle auprès de ses maîtres un appui contre l'avance d'Israël, qui semble bien jeter les bases de la réalisation d'un vieux rêve, l'annexion de la région au sud du Litani ? Dans toute cette histoire, Damas risque donc d'avoir fait le sale boulot et, en guise de récompense, de voir son adversaire encore renforcé.

## L'accord programmatique en Italie

(Suite de la page 1)

la convergence de tous les partis sur un programme unique de gouvernement, dans un processus qui n'a d'ailleurs pas pour théâtre la seule Italie, mais les principaux pays du système capitaliste ; ce qui montre qu'en dépit de toutes les proclamations, la démocratie est bien à la fois la mère et la complice idéologique du totalitarisme fasciste.

Depuis les dernières élections, en Italie, le refrain ressassé par l'opportunisme de droite comme de gauche, c'est que la responsabilité de tous les maux dont souffre le pays retombe sur la Démocratie chrétienne. Même les journalistes libéraux n'ont pas ménagé leurs critiques à un parti qui avait eu le tort de « se transformer en régime », c'est-à-dire — comme l'avait fait cette autre incarnation du Mal, le fascisme — d'utiliser le bien suprême qu'est l'Etat dans l'intérêt mesquin du parti, et d'en corrompre toute la gestion dans un système de clientèles, de parasitisme, de gaspillage et autres infamies.

Est-ce que par hasard on s'imaginerait qu'on va mettre fin au « régime » en s'associant à la D.C. ? Mais cet accord est précisément l'institutionnalisation du « régime », qui, s'il se maintient, ne pourra qu'accentuer cette séparation entre le « citoyen » et l'appareil gouvernemental qui est inhérente au système bourgeois et à son évolution, démocratique et fasciste. Du régime d'un seul parti, entouré de laquais et de gâte-sauces qui attendent avec impatience la fin du repas pour se jeter sur les restes, ainsi que d'une opposition ulcérée d'être en butte aux « discriminations », on vient simplement à un régime sans « discriminations », où les partis apparaissent pour ce qu'ils sont : des courants ou des fractions d'un appareil gouvernemental et administratif toujours plus unitaire.

Au moment même où la polémique sur le pluralisme, les droits civiques, les rapports entre Moscou et l'eurocommunisme bat son plein, les programmes divergents se révèlent être en fait des programmes convergents ; Madame la Démocratie se révèle pour ce qu'elle est vraiment : l'apport de tous à la conservation du régime. Et le régime jette son masque d'enfant de chœur pour montrer son vrai visage, celui du bourgeois.

# Effervescence sociale au Maghreb

\* Explosions de mécontentement et climat social tendu : les arrêts de travail se multiplient dans les secteurs public et socialiste. Et ce, malgré l'opposition farouche du syndicat officiel, l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA), et l'énergique répression policière. Les autorités et la presse gardant un mutisme total, il est difficile de se faire une idée précise de l'ampleur du mouvement. Selon des sources proches de l'opposition intérieure, beaucoup plus active qu'on ne le croit, plus de 160 arrêts de travail ont affecté tous les domaines de l'économie, particulièrement le secteur socialiste des transports, au cours des seuls mois de juillet et d'août.

C'est ainsi que le journal *Jeune Afrique* du 9-9-77 décrit la situation sociale en Algérie. En effet, après la magnifique grève des dockers en mai dernier et la vague de grèves qui a agité les universités d'Oran, Alger et Constantine, la paix sociale a été troublée par les travailleurs de l'hôpital Mustapha à Alger qui ont fait grève durant la première semaine de juin pour des revendications salariales et notamment l'institution de primes de risque.

La deuxième semaine de juin a vu les travailleurs des trois unités de la SNS de Reghaïa se mettre en grève pour des revendications également salariales (il s'agissait surtout de primes de travail de nuit). Le 20 juillet, les cheminots ont déclenché une grève à l'échelle nationale, à la base de laquelle se trouvaient la question des salaires ainsi que celle de la titularisation des travailleurs. Cette grève de quatre jours a été réprimée par la police.

Le 1<sup>er</sup> août a vu les travailleurs des transports d'Alger se mettre en grève aussi pour des revendications salariales. Il est à noter que ce secteur a déjà connu plusieurs grèves cette année et il semble que le chef de l'Etat

ait dû intervenir pour arrêter la grève, car la paralysie des transports urbains ne manque pas de se répercuter sur d'autres secteurs.

Le 7 août, les travailleurs municipaux d'Alger ont fait grève durant trois jours pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. En effet, les éboueurs travaillent dans des conditions désastreuses pour des salaires de misère.

Pendant que les cheminots algériens menaient leur mouvement, *El Moudjahid* soulève l'importance de la grève non en Algérie mais... au Maroc, où le réseau ferré était paralysé par un mouvement parallèle, qui a une signification d'autant plus grande que le Maroc n'avait pas connu depuis longtemps d'agitation ouvrière semblable.

Récemment, c'était au tour des ouvriers tunisiens d'entrer en lutte. Comme on peut le lire dans *Le Monde* du 14-9-77 : « Onze personnes, des ouvriers pour la plupart, arrêtés vendredi soir 9 septembre à Sfax en flagrant délit « d'actes de désordre et de perturbation de l'ordre public », ont été condamnés le lendemain à deux et trois ans de prison. Les accusés, qui seraient proches de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), centrale syndicale unique, avaient tenté d'organiser une marche de protestation » dans Sfax contre la vie chère.

Cette vague d'agitation sociale qui grandit en touchant simultanément tous les pays du Maghreb a une importance capitale. Ni les campagnes des classes dominantes du Maghreb, ni la démagogie de la marche verte, ni celle de la défense de la révolution algérienne contre la monarchie chérifienne, ni le paternalisme de Bourguiba ne parviennent à empêcher, dans tous les pays, la classe ouvrière ne défende, bien que ce ne soit encore que sur le plan de la lutte quotidienne, ses

intérêts propres, des intérêts que personne d'autre qu'elle ne pourra faire valoir à sa place.

A tous ceux qui prennent prétexte du fait qu'au Maghreb le cycle national-bourgeois n'est pas encore totalement épuisé pour en appeler au front interclassiste contre les classes dominantes et l'impérialisme, cette vague sociale donne la preuve que dès qu'il y a des prolétaires et des bourgeois, ils se combattent (même s'ils peuvent être théoriquement amenés à lutter par ailleurs contre un ennemi commun). Cela démontre que là aussi, pour mener le combat qui ne finira qu'avec l'instauration du communisme, la classe ouvrière a besoin de son parti à elle, et que les luttes qui intéressent les autres classes, comme la révolution agraire ou le combat contre l'impérialisme, doivent être l'occasion du regroupement indispensable des forces prolétariennes car elles démontrent dans les faits que leurs intérêts sont radicaux, qu'ils sont les seuls véritablement révolutionnaires, mais aussi parce qu'on ne peut mener cette lutte jusqu'au bout sans viser plus loin, sans viser la révolution en permanence, en liaison avec la révolution prolétarienne mondiale.

## Qu'est ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national algérien)

N° 6. Série « Le Prolétaire ». 3 F

## En Angleterre le pacte social continue

Grâce à l'appui de bonzes pourris le chef du gouvernement travailliste a fait adopter par le congrès des Trade Unions qui vient de se tenir à Blackpool la « règle des douze mois » qui impose aux syndicats un délai d'un an avant que puissent être présentées de nouvelles revendications salariales ; et la limitation volontaire de ces mêmes revendications dans la limite de 10 %. Déjà le rôle de frein puissant que joue l'appareil syndical britannique a permis de réduire de moitié le taux de l'inflation. Il ne s'agit donc pas de s'arrêter en si bon chemin. Le gouvernement et les syndicats, a dit M. Callaghan, doivent poursuivre ensemble sur une « route longue et dure ». Il ne faut pas chercher à compenser par des demandes de salaires la réduction du niveau de vie des travailleurs. Le secrétaire général des TUC, Murray, lui a fait écho : « Des salaires plus élevés ne nous sortiront pas de nos difficultés si l'inflation nous reprend le gain obtenu ». Serrons-nous donc la ceinture pour que l'inflation baisse, c'est-à-dire pour que les profits augmentent. « La City, commente Le Monde du 9 septembre, a naturellement réagi très favorablement au vote intervenu à Blackpool. »

En août la balance commerciale a été excédentaire pour la première fois depuis cinq ans, les réserves sont passées de 4,1 à 14,8 milliards de dollars depuis le début de l'année et les capitaux étrangers affluent en Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, la classe ouvrière anglaise connaît le chômage et la misère. Il y a plus de 1.600.000 chômeurs officiels et le pouvoir d'achat réel a baissé de 8 % de juin 1976 à juin 1977. Les syndicats demandent une relance que le gouvernement exclut.

Dans ce sombre tableau il y a tout de même quelque chose de réconfortant : c'est la combativité dont font preuve les ouvriers luttant contre le carcan que fait peser sur eux l'opportunisme gouvernemental et syndical et qui se manifeste par les nombreuses grèves qui éclatent dans le pays.

Une combativité qu'illustre la magnifique lutte des ouvriers anglais et immigrés de Grunwick, en grève pour la reconnaissance des droits syndicaux depuis maintenant plus d'un an !

## Avec la rentrée sociale, les syndicats prêts à saboter la lutte

Le patronat français attend, semble-t-il, avec beaucoup de tranquillité les négociations qui pourraient s'engager pendant l'automne dans le secteur privé : « On verra à la fin de l'année, confie Ceyrac à Europe N° 1, s'il est possible de faire un effort pour l'accroissement du pouvoir d'achat. » M. Ceyrac, commente Le Monde du 10/9/77, « ne s'attend pas à une rentrée chaude, car il n'y a pas de revendications particulièrement actives dans les entreprises »...

Un chômage galopant, de nouvelles fournées de licenciements annoncées, y compris dans des secteurs prospères, un pouvoir d'achat dont l'Humanité disait le 15 septembre qu'il avait baissé de 3 % minimum depuis octobre dernier, l'« auto-restriction des dépenses médicales », qui préserve la santé de la Sécurité sociale au détriment de celle des ouvriers ; et les prolétaires « n'ont pas de revendications particulièrement actives » ?

Hélas, la tranquillité du patronat a des fondements réels : elle résulte de la politique de sabotage et de canalisation de toutes les luttes menée par les grandes organisations syndicales, qui a permis à la bourgeoisie une attaque en règle contre les salaires et les conditions d'emploi lancée sous le nom de plan Barre, attaque qu'elle ne prend presque plus la peine de couvrir du prétexte de la « lutte contre l'inflation ».

Si la CGT et la CFDT, qui ont l'an dernier contenu le mécontentement ouvrier de « journées d'action » en promenade de protestation, ont aujourd'hui un souci, après leurs effets de voix de la « pré-rentree », c'est, comme le laisse entendre la CFDT, d'occuper encore les ouvriers jusqu'aux élections : il s'agit pour la CFDT, lit-on dans l'éditorial de Syndicalisme du 15 septembre, « d'élargir à travers ses objectifs la porte des luttes pour les semaines à venir ». Mais cette porte élargie ouvre sur le vide... Les négocia-

tions dans le secteur public, comme par exemple celles du 13 septembre à la RATP, se font carrément sur la base d'une « augmentation nulle du pouvoir d'achat si la hausse des prix atteint 10 % », clause hypocrite quand tout le monde sait qu'on peut prévoir une hausse de 12 à 15 % minimum ! Pour les fonctionnaires, les conditions sont analogues. Dans l'enseignement, la FEN a rengainé ses cris de guerre contre Haby au prix de quelques arrangements de couloirs sur les maîtres-auxiliaires. Mais l'action de ses ver-tueux critiques CGT-CFDT se borne à la non-signature de ces accords, comme si cette abstention pouvait tenir lieu de lutte !

En réalité, l'activité, bien réelle cette fois, des deux centrales dans le sens de la diversion et du détournement des réactions ouvrières se précise actuellement avec les traits suivants :

1° L'alignement à peu près complet de la CFDT sur la CGT. Edmond Maire a beau crier au viol quand le PC utilise les déclarations de la CFDT sans en respecter l'originalité, cette originalité se borne à orner les recettes réformistes de fioritures autogestionnaires issues de la veine proudhonienne, et à mettre en avant son fétichisme de la particularité comme pré-texte piteux à son refus d'agir : « Les situations sont tellement diverses, tellement inégalitaires, que nous savons déjà qu'il n'y aura pas une seule réponse aux problèmes de l'emploi, de la hiérarchie des revenus ou du pouvoir d'intervention des travailleurs » (Syndicalisme du 15/9) : qu'on se concerte donc, par entreprise et chacun dans son coin !

2° L'exploitation, pleine d'une ingéniosité typique de l'opportunisme, de tout un éventail de formes de la lutte ouvrière, vidées au préalable de tout contenu de classe, et même de tout sens offensif, et utilisées comme diversion par les Barnum des deux centrales : par exemple la « mar-

che sur Epinal », à l'initiative de la CGT, qui n'a de guerrier que le titre, car son but doit être... le « dépôt d'une pétition à la préfecture ». Il ne s'agit pas de rassembler et de renforcer les mouvements de résistance (Montefibre, Boussac, etc.), mais de « faire exprimer le mécontentement des travailleurs vosgiens face à la situation catastrophique de l'emploi dans le département ».

Et c'est là un troisième trait, par lequel les syndicats opportunistes s'alignent cette fois sur les syndicats officiellement collaborationnistes comme FO : au lieu de mener, ou de préparer les conditions d'une action plus large, de lui donner une force accrue, toutes ces « initiatives » veulent donner aux ouvriers, comme un os qu'on leur jetterait, l'occasion de « s'exprimer », de « débattre démocratiquement » (à condition que cela ne débouche pas sur une lutte réelle : à ce point, les échanges démocratiques de points de vue deviennent pour les bonzes des « assemblées irresponsables »...). Ainsi la CFDT a prévu « trois initiatives importantes » (Syndicalisme, *ibid.*) : un rassemblement en Lorraine, et... deux colloques, s'il vous plaît, dont celui du 16 décembre, sur le nucléaire, pour « rédiger un moratoire que nous voulons faire adopter aux pouvoirs publics ». Toute cette démagogie d'inspiration petite-bourgeoise — à laquelle la bourgeoisie répond « cause toujours » ! — a pour but réel de fournir une soupape au mécontentement ouvrier, de gagner du temps au profit de la bourgeoisie, en maintenant ainsi solidement sur le prolétariat le couvercle du légalisme, de la soumission aux lois du capital, aux intérêts supérieurs de la nation : avec le prétexte de l'échéance électorale, les directions syndicales espèrent parfaire leur travail destructeur de dressage des prolétaires à l'attente, à la passivité, dressage contre lequel tous les éléments combattifs doivent réagir quotidiennement.

## Plus de chômage, plus de belles paroles, plus de contrôle sur la classe ouvrière

Le nombre des chômeurs s'accroît de façon continue et même accélérée : + 26,4 % en un an, depuis la mise en application du plan Barre en septembre 76 (et les offres d'emploi, déjà maigres, ont diminué de 18 %). 1.216.000 chômeurs officiels au 31 août 77 (841.500 en août 76), soit 2.000 chômeurs de plus par jour en août. La France détient le record mondial de l'augmentation du chômage au cours des 3 derniers mois (+ 141.000). Et on attend en septembre l'arrivée de 700.000 jeunes sur le marché du travail ! Pour les économistes bourgeois, ce taux sera au mieux stationnaire en 78. Le phénomène touche tous les pays capitalistes : « D'après l'OCDE, on compte 7 millions de jeunes sans emploi dans les 24 pays les plus riches, et dans la seule Europe, le nombre des chômeurs s'est accru, du 1<sup>er</sup> juillet 76 au 1<sup>er</sup> juillet 77, de 12 % » (Le Monde, 1/9/77). Dans la même période, avril 76-juin 77, le pouvoir d'achat ouvrier a régressé de plus de 3 %, comme le montre la comparaison des statistiques du Ministère du Travail sur le revenu mensuel net des ouvriers et l'indice des prix CGT.

Les tendances explosives de cette situation ont poussé bourgeois et pompiers sociaux à partir en croisades démagogiques pour l'emploi des jeunes : tournées Barre-Beulla : en province pour tâter le pouls du dispositif du « pacte national » pour l'emploi lancé en juillet, nomination par le CNPF de « missionnaires de l'emploi » chargés de convaincre les patrons de leur intérêt à embaucher des jeunes fournis au rabais par le gouvernement. L'objectif est d'embaucher 300.000 jeunes avant la fin de l'année. Au même mo-

ment, la CGT, de façon complémentaire, lançait sur les routes ses pèlerins de l'emploi à la poursuite de... témoignages sur le vif et de signatures pour une offensive pétition dans le cadre de sa campagne « vivre et travailler au pays ».

En réalité, les mesures gouvernementales pour l'emploi des jeunes consistent essentiellement en une nette dégradation des conditions de travail, à travers l'extension des contrats à durée limitée (contrats emploi-formation, statut de « stagiaire », qu'il s'agisse de « stages pratiques en entreprise » ou de stages de formation) et l'abaissement du salaire réel, ces contrats n'étant souvent que le masque d'un chômage partiel (voir les « vacataires » des PTT), et dans la four-niture aux patrons d'une main-d'œuvre à meilleur marché, l'Etat les exonérant des charges sociales.

Mais la bourgeoisie a quand même une solution au chômage. C'est... d'escamoter des statistiques officielles les « faux chômeurs », les immigrés, les jeunes et les travailleurs âgés. Grâce à la chasse au soi-disant « faux chômeurs » (catégorie susceptible de bien des élargissements, où l'INSEE range 19 % des personnes inscrites à l'ANPE, où l'on groupe les chômeurs qui ont refusé trois propositions de travail [mais n'est-ce pas normal quand ces propositions entraînent baisse du salaire, éloignement trop grand du domicile, déqualification ?] ou qui, ne pouvant se contenter des indemnités chômage misérables, travaillent « à côté » en attendant de trouver mieux), les pressions de toutes sortes et le contrôle accru sur tous les chômeurs vont s'accroître : renforcement du corps répressif des enquê-

teurs mis en place fin 76, généralisation du « bilan à trois mois » (tous les 3 mois le chômeur sera convoqué pour réexamen de sa situation). Pour les immigrés chômeurs, le dispositif de l'« aide au retour » permet un contrôle plus efficace et leur radiation des fichiers de l'ANPE en cas de refus, ce qui inévitablement les fera réfléchir avant de s'inscrire.

Toutes ces mesures de contrôle sont un moyen de pression pour contraindre tous les chômeurs à se plier aux besoins du capital en main-d'œuvre mobile d'une région ou d'une branche industrielle à une autre lui permettant une exploitation accrue (qui a frappé d'abord les travailleurs immigrés, mais touche maintenant aussi les travailleurs français : voir les mutations arbitraires dans la sidérurgie lorraine), et le PCF ne s'y opposera certainement pas puisqu'il souscrit par avance à l'épuration des ANPE (« le pays a les moyens d'offrir un emploi à ceux qui désirent travailler », l'Humanité du 15/9). Aux jeunes à la recherche d'un premier emploi, on propose, pour « assainir » les statistiques, tout simplement de ne pas s'inscrire à l'ANPE ; ils auront quand même droit à la sécurité sociale ! Aux vieux travailleurs, on propose... la pré-retraite avant 57 ans avec 70 % du salaire (proposition si dérisoire que 127 personnes seulement sur 350.000 concernées ont accepté !).

Mensonges, poudre aux yeux, contrôle et répression accrus, voilà le fin mot de la croisade pour l'emploi que mène la bourgeoisie, incapable de dominer les lois de son mode de production qui dressent inexorablement devant elle les fossoyeurs qui l'abattront.

## Riposte prolétarienne aux crimes racistes !

Ces derniers jours, la violence raciste et anti-ouvrière s'est accentuée contre les travailleurs immigrés. A Marseille, un mort et des blessés, à Aix-en-Provence, attentats répétés. Dans la nuit du mercredi 14 septembre, un foyer-taudis où s'entassaient dans les pires conditions 310 travailleurs africains a été incendié avec un acharnement criminel, portes bloquées de l'extérieur avec du fil de fer. C'est par les toits que certains parvinrent à s'enfuir, d'autres faisant des chutes dramatiques, au total 50 blessés graves et 2 morts.

Une telle agression anti-ouvrière appelle une riposte immédiate et directe des travailleurs français manifestant leur colère et leur volonté de vengeance de classe aux côtés de leurs frères de classe par la grève, et organisant le soutien matériel (collectes, relogement, etc.).

Au lieu de répondre à ces besoins élémentaires de la lutte prolétarienne, le PC, comme on s'en doute, s'est saisi de l'occasion de ce dernier crime pour aller larmoyer devant Chirac et satisfaire ses basses manœuvres politiques, Chirac répondant évidemment avec le cynisme de l'exploiteur capitaliste complice de l'assassinat. Les opportunistes ont essayé une fois de plus d'embarquer les travailleurs dans la voie de la négociation pacifiste et légaliste avec les pouvoirs publics, sachant même d'avance son échec. Encore une fois, ils ont joué le rôle actif de démolisseurs de toute réaction même instinctive des ouvriers, même le simple refus de se laisser brûler comme des rats, de toute riposte de classe qui réponde à toute agression de la classe ennemie. Encore une fois tout a été fait pour empêcher les ouvriers de reconnaître le véritable ennemi, l'Etat bourgeois aidé par les bandes para-légales.

**SOLIDARITE DE CLASSE  
AVEC LA LUTTE DES  
PROLETAIRES IMMIGRES**

Prix 3 F.

A Montefibre comme partout ailleurs

# A bas l'intérêt national, vive la lutte de classe !

Depuis le 13 juillet, Montefibre-France, filiale de la Montedison, menace de fermer l'usine de Saint-Nabord (dans les Vosges) et de licencier tout le personnel, soit 1.039 employés. Du 22 juillet à la mi-août, syndicats et ouvriers ont occupé l'usine, craignant que la direction ne profite des congés pour arrêter définitivement les installations.

Cependant, les directions syndicales qui ont dirigé le mouvement ont détourné la lutte du solide terrain de la lutte de classe, la plaçant sur celui, combien marécageux, des pétitions, des délégations, des lamentations adressées aux « pouvoirs publics ». La CGT et le PCF (qui cherche à se mettre en avant à cette occasion) rivalisent de chauvinisme contre cette « multinationale » italienne d'ailleurs largement contrôlée par l'Etat italien. Inutile de dire que leurs « camarades » italiens (Berlinguer, Lama et Cie), eux aussi attentifs à la santé de « leurs » entreprises, doivent être bien embarrassés. La CFDT quant à elle, minoritaire dans l'entreprise, prend des poses un peu plus radicales pour se concilier des travail-

leurs combattifs et teinte sa propagande de régionalisme.

Les uns et les autres se rejoignent lorsqu'ils se préoccupent non pas de l'avenir et des conditions d'existence des prolétaires menacés, mais en priorité de la défense de ce merveilleux outil de travail, fierté de la région et de la nation !

Placés sur ce terrain, les travailleurs ont été facilement bernés par les habiles manœuvres de la direction et de l'Etat français, qui a fait mine de se préoccuper de la situation, se contentant dans les faits de reprocher aux Italiens leur manque de souplesse et de diplomatie.

Le coq a chanté pour la première fois pour les travailleurs lorsque les syndicats ont accepté de lever l'occupation (d'ailleurs symbolique) en échange du maintien provisoire en état des installations de polymérisation grâce à la livraison du fameux fuel, qui était devenu peu à peu le seul enjeu de la lutte !

Il a chanté pour la seconde fois quand, au retour des congés, la direction a mis la plus grande partie du personnel en chômage technique et que la seule « rïposte » des syndicats a été d'appeler les

travailleurs... à reprendre normalement leur poste, au lieu de les appeler à reprendre la lutte et l'occupation. Les bonzes syndicaux, ces « loyaux partenaires », ont bien respecté leur engagement d'éviter une nouvelle occupation et de saboter la lutte en échange de vagues promesses !

Les cocoricos n'ont fait que s'amplifier depuis, atteignant une intensité insoutenable que nos camarades n'ont pas hésité à affronter lors de la journée « portes ouvertes » du 3 septembre, transformée en anodine visite touristique par groupes d'une dizaine de personnes, les portes étant soigneusement gardées par les bonzes et les contremaitres. Ils ont distribué sous le regard noir de ces traîtres de la classe ouvrière des tracts dont nous citons des extraits, alors que le « speaker » officiel, très mondain, récitait inlassablement sa triste litanie : « Madame, Mademoiselle, Monsieur (comme à la télé), vous venez de visiter Montefibre, usine ultra-moderne. Merci de refuser avec nous la mort à laquelle le patronat veut la condamner. Ensemble, nous disons non à ce scandaleux gâchis économique et social. »

unitaire se développe à la base et dans l'action pour faire reculer et céder le patronat. Luttons contre tout licenciement !

Occupons nos usines et installons des piquets de grève !

Organisons notre propre défense contre toute agression policière et contre les milices patronales !

Non aux grèves de 24 heures démobilitatrices ! C'est en employant l'arme de la grève sans préavis et sans limitation de durée que les travailleurs obtiendront avec les Montefibre :

- maintien du salaire intégral sans limitation de durée aux ouvriers licenciés ou en cas de réduction d'horaire ;
- salaire minimum à 2.500 F, y compris pour ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi ou qui sont sous les drapeaux ;
- réduction des cadences ;
- 35 heures de travail par semaine sans diminution de salaire ;
- droit à la retraite à 55 ans ; pas de retraite inférieure au S.M.I.C. ;
- égalité totale des droits sociaux, économiques et politiques pour nos camarades immigrés.

Camarades, Travailleurs ! Mais que font les directions syndicales et les partis de gauche ? Ils continuent à pleurnicher auprès des pouvoirs publics. Ils envoient des cartes au premier ministre et des télégrammes, mais laissent sortir des produits finis. Tristes méthodes de lutte !

Ils réclament le rachat de l'entreprise. Mais ce rachat ne résoudrait que partiellement et temporairement les choses : combien de travailleurs seraient réembauchés ? et pour combien de temps ?

Ils nous laissent croire que, si la gauche était au pouvoir, le problème de Montefibre ne se poserait pas. Si, camarades !

Dans un système économique mondialement dominé par la concurrence, la première exigence qui s'impose à une entreprise — qu'elle soit nationalisée ou non, qu'elle s'appelle C.D.F. Chimie ou autrement, qu'elle soit française ou étrangère — c'est de rester concurrentielle : s'il y a surproduction d'une

marchandise, il faut procéder à des « restructurations » qui jettent des ouvriers sur le pavé mais qui permettront de rafler des marchés aux concurrents. Cela ne dépend pas de la mauvaise volonté des patrons et des gouvernements qui n'ont sans doute pas intérêt à développer le chômage. Or ces Messieurs du PCF et du PS ne nous ont toujours pas expliqué pourquoi le chômage sévit actuellement dans tous les pays. C'est qu'en système capitaliste (et c'est celui qui règne dans tous les pays, y compris l'U.R.S.S., la Chine et tous les pays soi-disant socialistes) les périodes de vaches maigres succèdent inévitablement aux périodes de vaches grasses. Et cette anarchie ne disparaîtra qu'avec l'économie de marché. Est-ce à cette disparition que travaille l'Union de la Gauche ? Evidemment non !

Directions syndicales et partis de gauche nous trompent, car ils ne défendent que l'intérêt national. Or il faut choisir : l'intérêt

national (c'est-à-dire l'intérêt du capitalisme français) ou l'intérêt des travailleurs ! Il faut choisir : défendre l'outil de travail ou défendre les travailleurs ! [...]

Ce qu'il faut imposer dès maintenant, c'est : **Maintien du salaire intégral en toutes circonstances pour tous !**

Camarades, Travailleurs ! Finissons-en avec les pétitions, les entrevues (J.-P. Ferry, secrétaire de l'U.D.-C.G.T. des Vosges, disait lui-même de la dernière entrevue à l'Inspection du Travail — le 29 août — que c'était « de la fumisterie » : *Est Républicain* du 30-8) ! Finissons-en avec les télégrammes, les cartes postales et les manifestations qui ne débouchent sur rien ! Reprétons des méthodes de lutte de classe !

Contre la Sainte Alliance des patrons il faut que se forge une **solidarité large et internationale** des travailleurs.

Nous ne gagnerons, les Montefibre ne gagneront que si un mouvement puissant et

**Réunion publique à  
St-Etienne-lès-Remiremont**

**Vendredi 7 octobre, à 20 h 30**

**Ancienne maternelle  
de la caserne Victor (à 200 m  
de la mairie de Saint-Etienne)**

**Contre le chômage et  
les licenciements,  
la lutte de classe !**

## Un tract du Parti au Larzac

### Soutien conséquent aux luttes des soldats !

Une des questions à l'ordre du jour de ce rassemblement du Larzac est le soutien aux luttes des soldats. Cette question est d'un énorme intérêt pour la lutte de la classe ouvrière.

La classe ouvrière a en effet impérieusement besoin de s'organiser pour aider à lutter contre la hiérarchie militaire les soldats, ses frères de classe, ainsi que les fils des couches intermédiaires susceptibles de se lier à son combat (avant tout les paysans pauvres).

● Parce qu'un an de service, sans salaire, avec les pires conditions de vie et de travail, c'est matériellement insupportable pour les sans-réserves ;

● Parce que refuser de lutter contre l'isolement et la soumission des soldats à l'ordre militaire qui tente de leur enlever, par le terrorisme quotidien, tout sentiment élémentaire de classe et vise à les briser moralement, c'est accepter la division entre les travailleurs que recherche la bourgeoisie et c'est aussi accepter de voir les soldats organisés aujourd'hui en jaunes par les officiers et demain en troupes de répression anti-ouvrière ;

● Parce que la solidarité élémentaire entre les prolétaires des métropoles impérialistes et les masses exploitées des colonies et des semi-colonies — en particulier d'Afrique — doit trouver un jour un aboutissement pratique dans le boycott des envois d'armes et de troupes hors des frontières métropolitaines, ce qui ne peut être envisagé sans une longue préparation dans le contingent et sans une organisation constituée de longue main à cet effet ;

PROLETAIRES, CAMARADES :  
L'ennemi, à la caserne, pour les soldats tout comme la classe ouvrière qui peut seule les soutenir de façon cohérente, ce sont les officiers qui constituent, dans leur ensemble, une couche réactionnaire au ser-  
(Suite page 8.)

## Extrait du Bulletin PTT n° 9 (septembre 1977)

# Un même statut pour tous !

[...] Barre proposait en juin, entre autres mesures démagogiques, de réduire le chômage qui frappe en particulier les jeunes, en créant 20.000 emplois de vacataires dans la fonction publique.

Ainsi, pendant les vacances, avons-nous vu arriver dans les P.T.T. quelques-uns de ces heureux bénéficiaires de la grandeur d'âme du ministre. Jeunes chômeurs pour la plupart, et souvent sans ressources depuis des mois, ces camarades sont recrutés directement par les A.N.P.E.

Voyons un peu les largesses dont l'Etat les gratifie :

- 120 heures maximum d'utilisation par mois ;
- 10,64 F de l'heure (ce qui fait un salaire mensuel d'environ 1.200 F !!!) ;
- contrats de trois mois, renouvelables trois fois au plus, c'est-à-dire la certitude d'être licencié au bout d'un an !

C'est avec ce cynisme insultant que l'administration prétend contribuer à la lutte contre le chômage !

En fait, en 1977, l'administration aura joué sur notre dos, et sur celui des jeunes chômeurs, un tour de passe-passe tout bénéfice pour elle : dans son budget 77, elle prévoyait la suppression de 7.500 emplois, dont 5.000 emplois d'auxiliaires. Le licenciement d'auxiliaires fut en outre accentué par la mise en application du plan de titularisation-bidon, fin 76.

C'est alors que l'administration réembauche du personnel intérimaire, payé, pour presque le même travail effectif qu'un titulaire... 1.000 F de moins ! Les anciens auxiliaires étaient payés au S.M.I.C., on licencie, et on réembauche à 1.200 F par mois ! On connaît déjà des cas d'auxiliaires dont le contrat est arrivé à expiration, et qui ne peuvent garder leur emploi qu'en acceptant un contrat de... vacataire.

Cette situation est certes scandaleuse, mais dénoncer le scandale ne suffit pas. Ces jeunes travailleurs réduits à la misère par l'exploitation odieuse qu'ils subissent, doivent pouvoir compter sur la solidarité active des autres catégories de travailleurs des P.T.T., et en particulier des travailleurs titulaires.

L'administration compte en effet, pour perpétrer ses attaques anti-ouvrières, sur la

division entre catégories qu'elle tente d'accroître aujourd'hui.

Aucune catégorie, pas plus les titulaires que les non-titulaires, ne peut arracher seule la satisfaction de ses revendications.

Il est nécessaire que l'ensemble des travailleurs des P.T.T. prenne en compte la défense des travailleurs vacataires, en luttant de façon compacte contre l'administration.

Défendre les travailleurs auxiliaires et vacataires est une exigence primordiale pour les titulaires : comment pourraient-ils arracher à l'administration une hausse substantielle de leurs salaires, s'ils laissent l'Etat profiter de la concurrence entre travailleurs, que le capitalisme crée par le biais du chômage, pour embaucher des travailleurs à 1.200 F par mois ?

La défense du salaire et des conditions de travail de tous impose avant tout la défense acharnée des catégories de travailleurs les plus exploités et les plus démunis face à la pression de l'administration.

C'est pourquoi titulaires, auxiliaires et vacataires doivent joindre leurs forces, non seulement dans les P.T.T. mais dans toute la Fonction publique, et se battre de façon directe et collective, en particulier par la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, la plus large possible, pour arracher à l'administration la **titularisation immédiate et sans conditions de tous les travailleurs non titulaires, et dans un premier temps, l'embauche à temps complet et un minimum de 2.500 F pour les vacataires.**

Mais, pour imposer cela, nous ne pouvons compter sur les directions réformistes C.G.T., C.F.D.T. et F.O., qui font dépendre la défense des travailleurs intérimaires avant tout de la défense du service public (à 90 % au service des capitalistes) et du statut des fonctionnaires. Ces positions ont pour effet de renforcer les préjugés aristocratiques des titulaires et leur mépris des auxiliaires, tout en propageant l'illusion qu'en système capitaliste, le salaire et les conditions de travail ne dépendent pas du rapport de force qui s'établit entre la pression des travailleurs et celle de l'administration de la bourgeoisie, mais peuvent être garantis durablement par l'Etat !

Que peuvent attendre en outre nos camarades vacataires des bonzes syndicaux réformistes, qui n'ont pris aucune initiative centrale, n'ont rien fait ou presque pour dénoncer le « plan de titularisation » des auxiliaires, et surtout mobiliser et organiser les travailleurs des P.T.T. pour le combattre ?

D'autre part, l'absence totale de communauté de lutte entre travailleurs actifs et chômeurs, du fait de l'abandon complet dans lequel ces derniers sont laissés par les directions confédérales, est un facteur de plus d'affaiblissement et de division dans nos rangs. Si l'administration peut imposer aujourd'hui à des travailleurs au chômage une exploitation aussi bestiale que celle que connaissent les vacataires, c'est bien que ceux-ci sont dans un état de détresse et d'isolement catastrophiques.

La lutte pour la défense de nos camarades vacataires doit donc être l'occasion de tisser, partout où c'est possible, des liens solides entre nous et les travailleurs au chômage, et d'agiter parmi les travailleurs actifs la revendication du **S.M.I.C. pour les chômeurs et les jeunes à la recherche d'un premier emploi.** C'est en utilisant de telles méthodes qui vont dans le sens du renforcement de la solidarité ouvrière, en forgeant l'unité des travailleurs des P.T.T. et de la fonction publique entre eux et avec les travailleurs au chômage, en surmontant la concurrence que créent entre nous les limites de catégories et les différences de statut, que nous aurons la force d'affronter ouvertement l'administration et de défendre réellement nos camarades auxiliaires et vacataires. C'est l'emploi de ces méthodes de lutte ouverte et collective que nous devons défendre partout, dans les assemblées de travailleurs, dans les foyers, dans les syndicats comme hors des syndicats.

**La grève des nettoyeurs du métro**

— Leçons et bilan —

En arabe ou en français, prix : 4 F

# En Allemagne, « union sacrée » contre le terrorisme

(suite de la page 1)

de la lutte des masses des opprimés et qu'outre-Rhin. Il n'est que de voir la tempête durable suscitée par l'article de J. Genet (dans *Le Monde* du 2-9) qui, bien que dans le contexte d'un esthétisme aberrant et d'une profession de foi... prosoviétique, avait du moins touché du doigt un point central, en opposant la « violence » créatrice de vie des opprimés à la « brutalité » froide et écrasante de l'Etat oppresseur.

Si la Fraction Armée Rouge déchaîne contre elle une telle unanimité hystérique de tous les défenseurs de l'Etat bourgeois, ce n'est certes pas parce qu'elle représente un tel *danger actuel* pour celui-ci. Il y a une disproportion énorme entre les attentats d'une poignée de terroristes et la violence incessante, omniprésente, de l'Etat démocratique allemand. Mais il n'empêche que dans ce pays qui se trouve non seulement au cœur du capitalisme, mais à l'épicentre de ses contradictions mondiales, la RAF a revendiqué, en paroles et dans les faits, la haine et la violence de la classe opprimée contre la classe des oppresseurs. Dans ce pays où l'étouffante « paix sociale » actuelle a été payée du sang de centaines de milliers de prolétaires, la fleur de la classe ouvrière mondiale, massacrés à plusieurs reprises par la social-démocratie de « Weimar » avant de l'être par le nazisme avec la complicité du stalinisme, elle a commis ce crime d'avoir dénoncé, sous l'enveloppe innocente de la démocratie, la dictature de fer du capital. Elle a proclamé dans ses actes la nécessité d'opposer à la force la

force, à la terreur la terreur, en s'attaquant de surcroît non seulement à des représentants du capitalisme allemand, mais aux prolongements du gendarme international américain (cf. en 1972 l'attentat contre l'ordinateur central commandant les bombardements au Vietnam). A ce titre, ses militants méritent en effet de la part des défenseurs de l'ordre capitaliste international la pire haine et les pires châtements, de notre part la *solidarité totale* contre la répression.

La solidarité militante envers les rebelles de la RAF (comme envers tous ceux qui se dressent contre l'esclavage établi) ne nous exempte pas du devoir de critiquer l'idéologie des organisations qui canalisent leurs énergies vers une voie stérile. En croyant tirer la classe ouvrière de la léthargie où l'ont plongée des décennies de contre-révolution, par des actions exemplaires destinées à l'éclairer sur la véritable nature de l'Etat bourgeois, la RAF renoue en fait avec de vieilles erreurs — idéalistes, spontanistes — du mouvement ouvrier. Le terrorisme et les actions armées d'individus ou de groupes ne peuvent ni éveiller la conscience politique des masses, ni déclencher la lutte de classe. Ils ne peuvent remplacer ni la maturation des conditions objectives, matérielles, de la révolution, ni sa *préparation* par le parti, à travers toutes les formes complexes de la lutte (politique, théorique, économique) contre la bourgeoisie, contre l'influence désastreuse de la démocratie et de l'opportunisme sur le prolétariat, et pour la conquête de franges les plus larges possibles de celui-ci aux principes du communisme.

Ceci dit, au moment où la RAF voit se dresser contre elle, non seulement la répression de la bourgeoisie, mais la réprobation de tout l'éventail opportuniste, de droite comme de « gauche », il nous faut rappeler quelques points qui, pour les marxistes, ont une valeur de principe.

Tout d'abord, la revendication de la révolution violente et de la dictature du prolétariat n'aurait aucun sens, si elle ne s'accompagnait de la revendication de la terreur rouge comme *moyen indispensable*, non certes pour « éveiller » le prolétariat, mais pour intimider l'ennemi, détruire ses centres nerveux et briser sa volonté. Ensuite, dans la violence et la terreur de masse exercées par le prolétariat en armes et dirigées par le parti révolutionnaire, aucune forme d'emploi de la violence ne peut être exclue par principe, y compris les prises d'otages, les actions de représailles ou de sabotage, les exécutions de représentants, même individuels, de la réaction bourgeoise. Il s'agit uniquement d'une question de moyens en vue d'atteindre le but : la seule loi, en l'occurrence, ce sont les besoins de la victoire révolutionnaire, puis de sa défense.

Enfin, la révolution prolétarienne ne naîtra pas d'une illumination de la conscience de la totalité ou de la majorité du prolétariat, en se développant selon des schémas entièrement établis à l'avance par le parti, mais — comme disait Lénine en 1916 — comme une « explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce » (*Bilan d'une discussion*, t. 22, p. 384). Comme

telle, elle ne pourra pas ne pas s'accompagner de la « participation inévitable » d'éléments de la petite-bourgeoisie et d'ouvriers arriérés qui y apporteront « leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs », mais qui, « objectivement, s'attaqueront au capital » : les actions à première vue disparates de cette masse bigarrée n'auront pas à être niées (comment nier une réalité matérielle !), mais « unies et orientées », centralisées par le parti dans une stratégie d'ensemble, vers la victoire de la révolution. Les révolutions ne se créent pas, elles se préparent et se dirigent.

La renaissance actuelle du terrorisme dans des pays capitalistes avancés comme l'Allemagne et l'Italie est à la fois le produit du désespoir devant une situation de persistante stagnation sociale, une tentative de réaction (bien qu'inadéquante) contre la pression écrasante du capital et de l'opportunisme, et le symptôme d'une crise profonde de l'ordre bourgeois annonciatrice de secousses d'autant plus brutales qu'elles auront été plus longtemps étouffées. La préparation de la solution prolétarienne à cette crise exige plus que jamais que les communistes intensifient leur combat contre la bourgeoisie et toutes les formes de capitulation opportuniste. C'est une condition *sine qua non* pour que les réactions individuelles et même les héroïsmes que canalisent aujourd'hui des idéologies sans issue, puissent trouver leur intégration dans la guerre antibourgeoise, que le parti devra diriger selon un plan systématique, éclairé par les principes communistes.

## Les réactions de la gauche et de l'extrême-gauche

# Infâmie du pacifisme

Parmi les détracteurs de l'enlèvement de Schleyer appartenant au soi-disant « camp ouvrier », nous ne nous arrêterons pas sur les PC, qui ont depuis longtemps tiré les conséquences de leur théorie suivant laquelle « néo-nazisme et terrorisme anarchiste ne sont en vérité que l'avers et le revers d'une même médaille » (*L'Humanité* du 12-9) en pratiquant la délation et l'assassinat à grande échelle d'anarchistes ou d'« hitléro-trotskyistes » (voir la guerre d'Espagne, la deuxième guerre mondiale, etc.). Ces messieurs qui manient la démagogie ouvriériste et l'hypocrisie sentimentale quand ils écrivent que « la classe ouvrière est totalement étrangère aux activités de la bande à Baader » dont le recrutement s'effectue exclusivement parmi les fils de la bourgeoisie ou que « de ce jeu tragique, c'est en définitive la réaction qui est gagnante » (*ibid.*), pratiquent depuis longtemps la collaboration ouverte, au besoin au gouvernement, avec la classe dirigeante, de même qu'ils ont toujours fait le jeu de la « réaction » en désarmant et en condamnant toutes les tentatives de lutte autonome de la classe ouvrière dans les métropoles, des peuples opprimés dans les colonies.

Il est plus important de répondre aux groupes opportunistes de « gauche », qui jusqu'ici en principe « ne collaborent pas », et qui se revendiquent toujours en paroles de la révolution et de la dictature prolétariennes, car ils sont destinés à occuper de plus en plus, dans l'avenir, une place que l'opportunisme classique, de droite, devra laisser vacante à mesure qu'il s'intégrera davantage dans la défense active de l'ordre bourgeois et que s'élargira le fossé entre lui et les avant-gardes prolétariennes poussées à réagir contre celui-ci.

Les mêmes thèmes de fond se retrouvent, avec des variantes mineures, du DKP (ml) au GIM (IV<sup>e</sup> Internationale) en Allemagne, de LO à la LCR en France. Leurs critiques se résument à un petit nombre d'« arguments » : le geste des terroristes provoque la réaction ; incompris des masses, il ne peut que contribuer à isoler l'extrême-gauche.

« La classe ouvrière, la révolution et le socialisme n'ont rien à faire des individus qui prétendent plus ou moins manier la bombe et la mitrailleuse en son nom », écrit LO dans son n° 471 (10-9-77), avec la suffisance habituelle de ces professeurs de « marxisme », tenants de la « révolution propre ». Les terroristes « sont totalement coupés et isolés de tout ce qui concerne la classe ouvrière [...] Pire même : comme rien ne justifie ces actions, comme elles ne peuvent que provoquer la réprobation, ils contribuent à renforcer l'union sacrée entre la bourgeoisie, son Etat et les travailleurs » (1).

La LCR : « Personne parmi nous ne peut approuver les méthodes d'action utilisées aujourd'hui en RFA par les organisations qui prônent la lutte armée. L'attentat de Cologne n'affaiblit pas la bourgeoisie allemande, il lui donne simplement des arguments supplémentaires pour renforcer son dispositif policier. Il ne permet pas de faire avancer d'un pouce la conscience de classe des travailleurs, mais permet, au contraire, d'isoler l'extrême-gauche et de renforcer la collaboration de classes derrière le drapeau de la « solidarité nationale » contre un terrorisme que la classe ouvrière rejette. » (A. Krivine, éditorial de *Rouge* n° 443, 7-9-77).

Ces « arguments » n'ont rien à voir avec la critique marxiste du terrorisme individuel en tant que théorie de « l'action excitatrice », et ne font en réalité que révéler sur le plan des principes un pacifisme foncier, et dans la pratique la capitulation devant le chantage de la classe dominante.

En réalité, l'Etat allemand n'a pas attendu les actions du groupe Baader pour renforcer son système de défense et de répression préventive, même s'il prend prétexte aujourd'hui de telles actions pour se blinder encore plus, non pas contre le groupe Baader en tant que tel, mais contre le danger de convulsions dont la persistance de la crise capitaliste et l'accroissement de l'instabilité et des déséquilibres à l'échelle mondiale ne peut que lui faire craindre le retour, malgré la prospérité de façade et le calme étouffant

de l'actuelle paix sociale (2). Quand bien même on accepterait l'argument, il ne vaudrait pas seulement contre le terrorisme « individuel », mais contre la violence et la terreur rouges elles-mêmes, car la meilleure « provocation » à la réaction bourgeoise est bien la révolte et la lutte prolétariennes. N'est-ce pas là le leitmotiv classique de l'opportunisme pour plier le prolétariat à se soumettre passivement à son esclavage ?

La bourgeoisie trouvera toujours, et surtout quand redémarreront des luttes violentes du prolétariat, des « arguments » pour justifier son « dispositif policier » (la légitime défense !), pour chercher à frapper les groupes susceptibles de se mettre à leur tête, et à les « isoler » (de qui ?). Il y aura toujours des franges arriérées du prolétariat, des couches petites-bourgeoises oscillantes que le prolétariat révolutionnaire ne pourra, ne disons pas gagner, mais neutraliser, qu'après la révolution. Encore une fois, le seul moyen de ne pas en être « isolés » hic et nunc serait de renoncer carrément à l'emploi des méthodes de la lutte violente contre l'Etat bourgeois, et de le dire.

LO et la LCR ne vont pas encore — en paroles — jusque-là. Force est cependant de constater que les positions que ces groupes sont amenés à prendre de façon de plus en plus fréquente et nette, devant l'apparition de la violence armée (fut-elle pour l'instant le fait de groupes à l'idéologie petite-bourgeoise) révèlent en réalité, sur le plan des principes, un pacifisme qui ne pourra pas ne pas se manifester, même sous des formes ambiguës et avec des oscillations, devant la montée de la violence quand elle sera le fait, cette fois, du prolétariat, et mordra de plus en plus au cœur du capitalisme.

La récente déclaration du GIM, frère allemand de la LCR, publiée dans *Rouge* n° 443 sous le titre « Une bonne occasion pour le gouvernement », laisse à cet égard présager des pas rapides d'un groupe comme celui-ci sur les traces des Kautsky. « Il n'y a pas à se réjouir de son kidnapping [de Schleyer]. Non seulement parce que des policiers sont morts alors qu'ils n'étaient pas personnellement coupables, même s'ils étaient liés [sic] au système [voilà à quoi mène le désir de ne pas se « isoler » de l'opinion : à regretter la mort de trois mercenaires de l'ordre bourgeois, membres de ces commandos spéciaux qui, d'après leur commandant, U. Wegener, « luttent avec la volonté ferme de détruire

l'ennemi ; le blesser seulement, c'est de la connerie » (*Der Spiegel* du 18-9-72, cité par *Rouge* du 8-9) ; mais surtout parce que le pouvoir n'est pas ébranlé par un kidnapping ». « Enlever Schleyer n'est pas réellement un moyen de pression contre les conditions d'emprisonnement des détenus politiques [les moyens de pression véritables, ce sont les pétitions et les manifestations pacifiques, c'est bien connu !] [...] Dans les jours qui viennent, beaucoup d'entre nous vont être inquiétés par la police, car le système va essayer de réaffirmer son autorité [...]. Nous n'utilisons pas les armes, et nous avons la volonté d'organiser la masse des travailleurs et des opprimés pour la défense de leurs intérêts et la solution socialiste. »

Une telle déclaration équivaut à une véritable promesse d'« opposition loyale » au gouvernement, à un coup de poignard dans le dos aux militants en butte à la répression. Les communistes ne sont ni des putschistes, ni des conspirateurs : si la situation actuelle ne permet pas encore, malheureusement, l'application de la violence révolutionnaire de classe, ils ont le devoir d'en préparer activement les conditions. Adorateur des masses, le centrisme suit le courant : en s'inspirant de principes légalistes, pacifistes, démocratiques, il ne prépare rien du tout, et surtout pas la « solution socialiste » : bien au contraire, en avalisant les prétextes de la bourgeoisie, il ne fait que contribuer au désarroi du prolétariat face à la violence croissante de l'Etat. En répondant à la répression par la devise chrétienne de la joue tendue sous prétexte de ne pas la « provoquer », il sert objectivement les intérêts de conservation d'un régime qui, durant des décennies de prospérité ininterrompue, a habitué les prolétaires à rougir devant toute action de « violence illégale ».

(1) Pour une analyse critique de la position de LO face au terrorisme, voir l'article La révolution « comme il faut » ? (Lutte Ouvrière et le terrorisme) dans *Le Prolétaire* n° 169 et 170.

(2) La bourgeoisie elle-même avoue quel est le danger véritable qu'elle redoute à terme quand elle déclare : « Nous devons empêcher l'extension du terrorisme à la classe ouvrière » (Nollau, ancien Président de la Commission de défense de la constitution, après l'exécution du banquier Ponto).

## Gewalt und Diktatur im Klassenkampf

C'est le titre de la nouvelle brochure en langue allemande, n° 6 dans la série « Texte der Internationalen Kommunistischen Partei ». Elle reprend, avec une courte introduction le texte « Force, violence et dictature dans la lutte des classes », 72 pages, 6 F.

# Le communisme et les nationalisations

Nous avons vu dans le numéro précédent que la revendication des nationalisations n'est nullement caractéristique du socialisme. Bien plus, elle est l'enveloppe juridique la plus adaptée au capitalisme concentré. Mais le prolétariat ne rejette pas les nationalisations dans l'absolu. Tout est question de pouvoir politique.

On peut citer à ce propos Boukharine dans son *Economique de la période de transition* (1) :

« Dans la période de transition entre capitalisme d'Etat et communisme, en effet le sujet conscient qui administre l'économie n'est pas « toute la société », mais la classe ouvrière organisée, le prolétariat [...] La forme fondamentale de la socialisation de la production est son étatisation ou sa nationalisation [ce qui est identique de notre point de vue]. Il s'ensuit qu'il est nécessaire de distinguer rigoureusement la nationalisation bourgeoise de la nationalisation prolétarienne. La nationalisation bourgeoise conduit au capitalisme d'Etat. La nationalisation prolétarienne conduit à une structure étatique du socialisme (2). De même que la dictature prolétarienne est précisément la négation, l'opposé de la dictature bourgeoise, de même la nationalisation prolétarienne est la négation, la contradiction la plus radicale de la nationalisation bourgeoise. »

Non seulement la nationalisation bourgeoise conduit au capitalisme d'Etat, mais encore elle demeure partie intégrante d'un processus qui existe avant elle, se renforce avec elle, et se poursuit dans la secousse des crises. Il s'agit d'un processus plus complexe qu'un simple transfert de titre de propriété ; c'est celui de la nationalisation du capital. Nous entendons par là, avec Boukharine, le processus de régulation et de planification des capitaux à l'intérieur des frontières nationales, processus qui est dialectiquement lié à l'internationalisation des forces productives sur la base du capitalisme.

Autrement dit la nationalisation n'est que le reflet dans le droit d'une politique qui fait de l'Etat le meilleur instrument de la concentration capitaliste, phénomène décrit par Boukharine dans *L'économie mondiale et l'impérialisme*, parallèlement au travail de Lénine dans son *Impérialisme*, en approfondissant l'analyse des tendances commencées par Marx dans le *Capital* et poursuivie par Engels dans *L'Anti-Dühring*.

La nationalisation du capital s'opère par la « cartellisation de l'industrie nationale » (concentration horizontale et verticale), par la pénétration du capital bancaire dans l'industrie et la transformation du capital en capital financier et le lien d'organisation qu'il tend à donner à toute l'économie nationale.

Ce changement dans les structures internes des blocs nationaux du capitalisme, surtout des pays les plus avancés, à laquelle la nationalisation juridique a concouru pour une part, mais inférieure à celle de la capacité d'intervention de l'Etat — essentiellement par le moyen du crédit — a entraîné inévitablement des répercussions dans l'économie mondiale. Le passage de la « concentration dans les trusts » à la concentration dans les « trusts capitalistes nationaux » a produit une modification de la concurrence qui en dépend.

En effet la nationalisation du capital n'existe que comme la négation dialectique de l'internationalisation des forces productives et de ses rapports. Elle apporte la preuve a contrario que « l'internationalisation de la vie économique n'est pas l'internationalisation des intérêts capitalistes », mais celle de leur conflit accru.

En effet les mesures qui favorisent la nationalisation du capital, l'étatisation de l'économie ne parviennent à discipliner les capitaux à l'intérieur, à contenir leur anarchie dans les frontières nationales, qu'en canalisant leur agressivité à l'extérieur, qu'en déplaçant l'anarchie et la concurrence sur le marché mondial, qui les exacerbe en fonctionnant comme une caisse de résonance sous la convergence de la politique nationale des grands pays impérialistes.

Engels, dans *L'Anti-Dühring*, montrait

comment la bourgeoisie tentait de résoudre ses crises en reconnaissant partiellement le caractère social des forces de production, aggravant alors l'antagonisme mortel inhérent au capitalisme. Le capitalisme d'Etat en donne la limite historique. C'est dans cette perspective au cœur du marxisme que Boukharine écrit : « La lutte entre les organisations capitalistes-financières d'Etat est l'expression la plus vive des contradictions et de l'anarchie du mode de production capitaliste, où le travail socialisé à l'échelle mondiale, se heurte aux sujets étatiques nationaux de l'appropriation. »

En dernier ressort, le renforcement du capitalisme d'Etat, avec la survie du mode de production, n'est que l'organisation de plus en plus perfectionnée, concentrée, dirigiste et donc dictatoriale, que se donnent les fractions capitalistes pour affronter les tâches de la guerre dans tous les domaines et, par conséquent, de la guerre tout court.

C'est la raison pour laquelle c'est dans l'économie de guerre que la politique planificatrice de l'Etat capitaliste prend les formes les plus despotiques et les plus achevées. Si la France et l'Angleterre ont pris pendant la première guerre mondiale des formes de « caporalisme d'Etat » qui n'avaient rien à envier à l'Allemagne, l'Angleterre et l'Amérique démocratiques n'ont rien eu à envier de ce point de vue à l'Allemagne nazie, lors de la seconde

guerre impérialiste. Quant à l'après-guerre s'il a effacé progressivement le contrôle de la consommation et abandonné certaines formes extrêmes d'intervention, il faut dire que dans l'ensemble le contrôle de la production s'est renforcé par le développement des liens entre secteur public et privé, par la création pure et simple de nouveaux monopoles étatiques, déterminants pour la politique militaire ou l'agression commerciale. Et si les capitaux américains s'habillent avec retard des habits étatiques ou para-étatiques, c'est qu'ils atteignent sous leur habit privé, un degré de concentration plus grand que les capitaux européens.

De sorte que le capitalisme d'Etat est une reproduction élargie des rapports capitalistes, et par conséquent une reproduction de ses contradictions qui s'expriment dans les crises et dans les guerres ; il est donc aussi en dernière analyse le renforcement de la domination sur le prolétariat et de l'aggravation de la condition ouvrière qui l'accompagne. Les nationalisations bourgeoises ne sont donc pas un acquis pour les ouvriers, en tant que forme la plus claire d'un phénomène inexorable d'étatisation capitaliste, puisqu'elles augmentent la soumission au capital et à l'échelle mondiale autant que locale par la mise sous le contrôle direct plus puissant et répressif de l'Etat central de catégories d'ouvriers et de salariés plus nombreuses.

## 2. - Nationalisations bourgeoises et nationalisations prolétariennes

La classe prolétarienne loin de trouver un soulagement de son sort dans les nationalisations bourgeoises est fonctionnarisée et semi-militarisée dans les centres nerveux du réseau capitaliste national (les communications notamment) et ce avec l'accord des organisations syndicales réformistes qui tendent à se faire un simple appendice et instrument de l'Etat pour discipliner une classe ouvrière ainsi mise sous « statut » particulier, en contrepartie « d'avantages » pour une aristocratie ouvrière et une bureaucratie syndicale, à quoi se résument les fameux acquis des nationalisations.

L'attitude de la classe ouvrière par rapport à ces dernières en régime bourgeois est donc la suivante : en même temps qu'elle les accueille comme un signal de l'urgence de la transformation révolutionnaire de la société par la prise violente du pouvoir dictatorial par elle-même, elle lutte contre les effets désastreux de ces nationalisations et la pression accrue de l'Etat et du capital qu'elles permettent (comme d'ailleurs elle lutte contre les effets des dénationalisations, la classe capitaliste utilisant tout changement de situation, pour accroître indirectement l'exploitation de la classe ouvrière).

\*\*\*

Pour que les nationalisations soient utiles à la classe ouvrière, il faut la démolition violente de l'Etat capitaliste ; il faut aussi que le nouvel Etat se fasse le levier de la socialisation de l'économie. L'expropriation politique de la classe capitaliste est donc le préalable de son expropriation économique, et cette dernière qui vise l'anéantissement du capital-argent revêt une forme graduelle. Lénine écrivait contre Kautsky : « Le mot socialisation n'exprime qu'une tendance, un désir, la préparation du passage au socialisme ». C'est dans cette transition qu'il faut considérer la nationalisation prolétarienne. Le Manifeste en a donné les caractères : « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante. [...] Cela ne pourra se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de pro-

duction, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »

La nationalisation prolétarienne s'affirme donc, contrairement à la nationalisation bourgeoise comme cette « violation despotique » des anciens rapports. Elle équivaut à la confiscation pure et simple des moyens de production et d'échange par l'Etat ouvrier qui n'est tenu par aucun droit ; c'est la nationalisation sans indemnités ni rachat, alors que dans le régime capitaliste c'est le Parlement qui a élaboré différents statuts (de la prise de participation à la création d'une entreprise publique sous diverses formes) ; et l'opportunisme voudrait faire passer ces modifications structurelles pour des négations partielles du capitalisme !

Mais l'expropriation juridique n'est pas suffisante, elle n'apporte pas d'emblée un élément d'organisation, comme expliquait Lénine. Nationaliser ou étatiser revient à remettre les moyens de production à l'administration de la classe dominante, administration qui prend un contenu différent avec la nature de cette classe. Or toute administration est inséparable d'un contrôle.

La nationalisation bourgeoise ne fait que s'emparer du passif du bilan de l'entreprise, l'Etat n'entretenant avec l'organisation de la production que les liens indirects de la propriété du capital social et du crédit. Puisqu'elle maintient le marché et l'autonomie d'entreprise, la nationalisation bourgeoise ne permet pas un contrôle effectif ; elle ne dépasse ces liens que dans la mesure où elle est la prémisse d'une restructuration productive réelle, et d'une concentration pas seulement financière mais aussi technique de la production réalisée par la fusion d'activités semblables.

S'imaginer au vu de la concentration des capitaux dans les banques sous le capitalisme, qu'il suffira de nationaliser celles-ci pour diriger l'industrie, comme le croyait Hilferding, est une gageure. « La prise de possession des banques mine seulement le pouvoir de commandement du capital », répondait Boukharine, mais ne s'apaise pas ses conséquences comme l'anarchie mercantile et le despotisme de

fabrique. Ce que vise la nationalisation des communistes, c'est la concentration directe effective et plus accrue des forces productives, qui facilitera la réglementation unique par l'Etat universel ouvrier de tout l'appareil de production et de consommation, comme voie nécessaire à leur gestion par la société, et au dépérissement de l'Etat.

C'est pourquoi cette nationalisation ne vise pas seulement le contrôle du passif, mais revendique d'emblée le contrôle par l'Etat de l'actif, du capital productif, des machines et des stocks de marchandises ainsi que le contrôle étatique des produits finis. Voici pourquoi on ne peut parler d'économie planifiée, centralisée, de socialisation que dans la mesure où l'on vise à la disparition de toute appropriation privée, et par conséquent de l'économie d'entreprise.

Ce long travail de fusion de toutes les unités techniques en une seule économie internationalement centralisée suppose donc le contrôle direct par l'Etat des moyens de production eux-mêmes. Bien entendu cette mainmise sur l'actif, c'est-à-dire « l'ossature matérielle de la production » suivant l'expression de Boukharine, processus qui détruit l'économie d'entreprise, n'est possible que si la production a déjà atteint un certain degré de socialisation, ce qui, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, suppose une période de coexistence avec le marché.

C'est la raison pour laquelle il faudra passer par plusieurs étapes intermédiaires dont la première est le contrôle ouvrier qui permet de faire appliquer la décision de l'Etat prolétarien prolongeant le contrôle de l'Etat central de l'Etat là où les formes productives ne sont pas mûres pour la socialisation, en même temps que ce contrôle est un premier pas vers le contrôle plus direct de l'Etat. Ce contrôle ouvrier est donc à cent lieues des théories autogestionnaires et ouvriéristes qui y voient le modèle de la société future et le *nec plus ultra* de la maîtrise sociale sur l'économie, qui ne sont qu'une idéalisation des rapports de production bourgeois dans la forme utopique d'une économie prolétarienne, véritable singerie du socialisme qui ne brise pas le marché, et donc ses conséquences antisociales.

Le contrôle ouvrier et la nationalisation ne sont que des formes de passage au contrôle social direct et centralisé de l'économie dans un processus au terme duquel la classe ouvrière disparaît en tant que classe et où l'Etat, n'ayant plus de raison d'être, s'éteint.

(1) Boukharine essaye dans cet ouvrage de montrer contre Lénine que la dictature du prolétariat ne peut coexister avec le capitalisme d'Etat ; il en vient à déformer la réalité russe en cherchant à y voir le processus d'une révolution prolétarienne pure.

(2) La formulation est inexacte et Lénine le souligne souvent dans ses notes. Le socialisme ne connaît plus d'Etat politique, mais une réglementation de la production et de la consommation (« à chacun selon son travail »). Ce qu'indique la nationalisation prolétarienne, c'est le besoin de l'Etat comme levier de la transformation économique.

Dans la série

### Les textes du Parti Communiste International

1. Communisme et fascisme, 158 pages, 8 F
2. Parti et classe, 112 pages, 8 F
5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs rênégats, 100 pages, 7 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte des classes, 60 pages, 4 F

# La Chine, amie des ennemis de ses ennemis

(Suite de la page 3)

tique actuel dans le sens de ce que la revue citée ci-dessus définit comme « un vide de pouvoir qu'une retraite ultérieure des USA dans la région pourrait créer ».

Il nous reste seulement à conclure que la ligne de Hua Kuo-feng plaît énormément à l'impérialisme américain qui y voit l'indispensable contrepoids à l'URSS et un débouché important pour sa technologie militaire et « civile ».

Sous cet angle, les conséquences « internes » du choix que traduit l'orientation politique chinoise actuelle dans le sens d'une impulsion de la production et du renforcement militaire revêt une signification très claire.

Le support idéologique de cette politique est la soi-disant « théorie des trois mondes », qui en réalité n'est que le reflet sur le plan théorique des rapports de force où la Chine se trouve.

Cette théorie maoïste (qui remonte à environ 30 ans, quand on parlait encore de « camp socialiste ») ne s'est pas bornée à reconnaître, comme le stalinisme en était venu à le faire, la fonction progressiste générique des luttes d'indépendance nationale, en particulier dans les pays du « tiers monde » ; elle s'est développée dans une thèse plus complexe à propos des pays du « deuxième monde », c'est-à-dire ceux de la zone intermédiaire entre les premiers et les puissances dominantes, USA et Union soviétique. Il va de soi que la part du lion, dans ce « monde », revient à l'Europe et, par conséquent, à l'Allemagne (éventuellement de Strauss). Et il est superflu de rappeler l'insistance avec laquelle les Chinois mettent en garde l'Europe contre la menace russe.

C'est là l'expression la plus éclatante du caractère bourgeois de la politique chinoise du « non hégémonisme », politique qui reprend intégralement l'illusion de la possibilité de voir se réaliser toute une constellation de nations libres et indépendantes. Elle ne comprend donc pas que c'est précisément des nations « libres et indépendantes » qu'est né — et ne pouvait pas ne pas naître — l'impérialisme et l'oppression des nations fortes sur les nations faibles, de même qu'elle ne comprend pas que cette tendance se vérifie même parmi les pays d'indépendance récente. Prétendre s'émanciper de l'hégémonisme impérialiste dans le cadre de la

politique nationale est totalement impossible et signifie, tout simplement, se faire conduire par les besoins de son propre « hégémonisme », plus ou moins indépendant ou subordonné.

Il est important, pour le prolétariat, de comprendre quelles conséquences le changement des rapports de force entre les nations implique pour les issues révolutionnaires possibles. Mais lier sa politique à une issue plutôt qu'à une autre revient simplement à asservir le prolétariat à une bourgeoisie plutôt qu'à une autre.

Cette thèse se fonde sur le « concept » selon lequel « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », thèse qui peut être prise pour l'expression synthétique de n'importe quelle politique étrangère *bourgeoise* (les Etats-Unis ont favorisé la Chine à ce même titre quand ils ont découvert qu'elle était « l'ennemi de leur ennemi »). C'est la logique des puissances nationales, opposée à celle des intérêts de classe du prolétariat international, logique qui conduit aussi à sacrifier les luttes des peuples opprimés, du fait que certaines de ces luttes conduisent nécessairement au renforcement d'un bloc donné. Ce « concept » est, en effet, à la base de la politique chinoise en Angola, où la Chine a appuyé les Etats-Unis et les couches les plus réactionnaires uniquement pour faire contrepoids au camp bourgeois progressiste qui recevait l'appui de la Russie et de Cuba (2). C'est sur la base de ce même « concept » que les Chinois se sont alignés sur la ligne la plus modérée et « unitaire » de la dernière conférence des Etats africains adhérent à l'OUA, celle de Sadate, Nemeiri, etc. C'est sur la base des conceptions conservatrices de ceux-ci, y compris en ce qui concerne l'évolution des autres révolutions et luttes nationales (et surtout non nationales) qui secouent l'Afrique, que l'organe du PCC, le « Quotidien du Peuple », écrivait le 10 juillet : « Les pays africains appartiennent au Troisième Monde, et entre eux il n'y a pas de conflits d'intérêts substantiels ». Le même article rappelait les déclarations de Chou En-lai à l'époque de l'inauguration de l'OUA traitant de la nécessité de respecter la « souveraineté nationale des pays africains et arabes ». Et tout cela au moment même où l'Afrique et les pays arabes se montrent pour ce qu'ils sont réellement : non seulement dépendants d'une façon plus ou moins directe de tel ou tel

bloc impérialiste, mais opposés par leurs intérêts nationaux bourgeois inconciliables et qui, loin de cesser de l'être, doivent le devenir encore plus.

Si les événements intérieurs chinois sont examinés en tenant compte de cette continuité substantielle de sa politique dans le domaine international, il apparaît clairement que ces faits ne mettent en question que la façon de conduire de la façon la plus adéquate cette même politique, et d'adapter à celle-ci la structure interne du pays. C'est une perte de temps que d'aller examiner dans quelle mesure les « quatre » étaient plus radicaux que ceux qui les ont chassés comme traitres et agents du Kuomintang tardivement découverts. Et il ne serait pas moins stupide de les présenter comme les représentants d'une « voie nouvelle » de réalisation du socialisme par l'intervention directe des masses, sans appareil bureaucratique, dans un révolutionnement incessant de la société. La « voie » de Hua et Teng, qui remet au centre l'« ordre », la « discipline » et l'« économie », a sans doute un aspect fort peu romantique, mais elle est un point de passage obligé du processus réel d'insertion de la Chine indépendante et souveraine dans le « concert des nations ».

(1) Le 24 octobre dernier, Kissinger déclarait qu'une agression contre la Chine et la Yougoslavie « modifierait l'équilibre mondial des forces et les calculs stratégiques d'autres pays, ce qui, à son tour, pourrait avoir des conséquences négatives, même si elles ne sont pas immédiates, sur la sécurité américaine ». Cependant, il se développe maintenant aux USA la tendance à privilégier encore plus les rapports avec la Chine, poussant à une alliance avec celle-ci contre l'URSS et à la fourniture à Pékin d'armements modernes. C'est ce que soutiennent les revues, très « autorisées », *Foreign Policy* et *Foreign Affairs*, citées par « Relazioni Internazionali », n° 36 (3/9/1977), qui affirment aussi que derrière ces positions « se trouvent les grandes industries américaines, y compris celles qui vendent de la technologie qui peut être adaptée à des usages militaires ».

(2) A propos de l'Angola, les maoïstes italiens de « Linea Proletaria » poussent jusqu'au bout ce « concept » et vont jusqu'à se croire obligés de critiquer Carter pour « ses positions capitulaires », car celui-ci avait reconnu « comme positive l'intervention russo-cubaine », sans comprendre, ce con, qu'il nourrissait ainsi une « plus grande agressivité de la superpuissance soviétique ».

## Soutien conséquent aux luttes des soldats !

(Suite de la page 5)

vice de la bourgeoisie et qui tirent derrière eux les sous-officiers, véritables garde-chiourmes à leur solde impossibles à paralyser et à plus forte raison à influencer sans l'existence d'un puissant mouvement révolutionnaire.

Hier la classe ouvrière s'était donnée une solide tradition d'antimilitarisme et de soutien aux luttes des soldats. Mais cette tradition a été trahie par les partis de gauche fausement « ouvriers » qui mettent les appareils syndicaux au service des intérêts de la « nation », de la « patrie », bref de la bourgeoisie dans chaque pays.

C'est pourquoi, aujourd'hui, pour renouer avec la tradition prolétarienne de soutien aux luttes des soldats, la classe ouvrière ne trouve pas seulement en face d'elle la bourgeoisie et la hiérarchie militaire, mais aussi — les événements de décembre 1975 l'ont prouvé avec éclat — les partis de gauche et les hiérarchies syndicales à leur botte. Ces derniers œuvrent pour l'unité, non des soldats et du mouvement ouvrier, mais des soldats et des officiers, subordonnant ainsi leurs revendications au bon vouloir de cette caste antiprolétarienne. Les ouvriers qui veulent aider leurs frères sous l'uniforme à se défendre contre le règlement militaire et les coups des officiers doivent donc savoir qu'ils seront aussi dénoncés et pourchassés dans les syndicats où les bonzes opportunistes se livrent à une véritable chasse aux sorcières antimilitaristes.

### PROLÉTAIRES, CAMARADES :

Cette leçon pourtant évidente pour tous ceux qui mettent honnêtement leurs énergies au service d'un soutien classiste aux luttes des soldats n'est pas celle que tirent les organisations comme le P.S.U., la L.C.R. et l'O.C.T. qui s'apprennent à lancer, après avoir refusé l'antimilitarisme comme le P.S.U., ou saboté le C.D.A. comme la L.C.R., une nou-

velle « initiative spectaculaire » dans le genre C.N.S.L.S. et donner une orientation capitalarde au mouvement de soutien aux luttes des soldats.

Ces partis prétendent mettre comme préalable au soutien la participation des chefs officiels du mouvement ouvrier. Ils voudraient créer un simple « centre d'initiatives » pour le soutien, c'est-à-dire un organisme qui se refuse à organiser tout soutien matériel, celui-ci devant obligatoirement passer par les syndicats, afin de ne pas heurter les chefs réformistes. Mais ces derniers parvenant à empêcher la plupart du temps un soutien réel, l'attitude de ces groupes d'« extrême gauche » revient à saboter toutes les tâches pratiques de solidarité dont manquent cruellement les comités de soldats.

Ces partis prétendent se concilier les bonnes grâces de l'opportunisme en refusant toute allusion à l'antimilitarisme et en feignant de croire que les revendications des soldats découlent non des besoins de leur défense et de ceux de la lutte prolétarienne, mais du respect des « droits démocratiques » en général ; ils veulent livrer pour cette raison le mouvement de soutien aux avocats, artistes en mal de publicité, généraux en rupture de ban et autres caricatures, dont on a vu l'appui qu'ils ont été capables de donner en décembre 1975.

Ces mêmes partis ne veulent avancer que des revendications susceptibles d'être reprises par les réformistes, même si ce n'est pas le cas aujourd'hui. Mais si l'opportunisme refuse aujourd'hui d'avancer par exemple l'élection de délégués des soldats, cela ne signifie nullement que cette revendication aide les soldats en toute situation.

En effet, si un mouvement de soldats prenait de l'ampleur en l'absence d'une situation directement révolutionnaire, il y a tout lieu de penser que la hiérarchie militaire serait bien heureuse d'avoir sous la main les partis

de gauche pour avancer cette éligibilité afin d'éviter la rupture entre les soldats et les officiers.

Ces groupes font donc le pire travail : alors que les partis réformistes se sont saisis dans le mouvement des soldats, ils préparent leur retour en force dans cette lutte.

### PROLÉTAIRES, CAMARADES :

Ce dont ont besoin les soldats, ce dont a besoin la lutte prolétarienne, c'est d'un véritable soutien de classe à la lutte des comités de soldats. Nous ne disons pas que la tâche est simple ; nous affirmons que toutes les autres voies sont catastrophiques et elles l'ont d'ailleurs déjà démontré.

Laissons les avocats et tous les beaux parleurs en quête de spectaculaire entraîner avec eux cette « extrême gauche » de pacotille à la recherche perpétuelle d'un accord avec les chefs ouvriers traités à la classe prolétarienne ; qu'ils montrent ce qu'ils valent !!!

Nous appelons, nous, les prolétaires à s'organiser de façon indépendante des hiérarchies syndicales — même dans les syndicats où certaines sections peuvent remplir des tâches indispensables au soutien — pour assurer les tâches de soutien matériel aux comités de soldats, et à chercher à coordonner sur cette base toutes les organisations locales qui travaillent dans ce sens. Nous les appelons aussi à mettre à profit le caractère théoriquement ouvert des syndicats et de tous les groupements nés pour le soutien aux soldats pour faire valoir ces exigences.

● pour l'organisation véritablement classiste du soutien aux luttes des soldats !

● pour l'organisation des soldats indépendante de la hiérarchie militaire !

● pour l'union dans la lutte de la classe ouvrière et des soldats.

Août 1977.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## Presse du Parti

Voici le sommaire du N° 16 (30 août) de :

### il programma comunista

- Perché dalla crisi esca non il capitale ma la classe operaia.
- Inflazione e disoccupazione.
- Vertenza dei grandi gruppi : Fiat, Bagnoli, Lanerossi.
- La nuova filosofia post '68.
- Retorica attivista o preparazione rivoluzionaria ?
- Lenin e la « Pravda ».
- Africa : Sul continente nero si appuntano le mire delle potenze imperialistiche.
- Cronache internazionali : Lo sciopero dei nettoueurs parigini - Lo sciopero alla Grunwick - Argentina.
- Nostri interventi.



Au sommaire du n° 24  
(juin-septembre 1977) de

### EL PROGRAMA COMUNISTA

- \* A la memoria de los millares de proletarios ferocemente asesinados en Shanghai el 13 de abril de 1927 y en los meses sucesivos en toda China.
- \* En defensa de la continuidad del programa comunista: Tesis de la Fracción Comunista Abstencionista del Partido Socialista Italiano (1920).
- \* Factores económicos y sociales de la revolución en América Latina (I).
- \* España: la democracia blindada.
- \* Notas internacionales: La situación en Italia — Las oposiciones en los países «socialistas» — La normalización burguesa en Angola.



### Kommunistisches Programm

**Soutenez le développement de la presse internationale du Parti  
Souscrivez !**

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, donc le 9 octobre et le 13 novembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois soit le 2 octobre.

● A Lyon : le premier samedi de chaque mois, soit le 1<sup>er</sup> octobre, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 18 septembre et le 16 octobre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 17 septembre et le 1<sup>er</sup> et 15 octobre, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926